

le monde libertaire

Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

n° 1269
21 au 27 février 2002

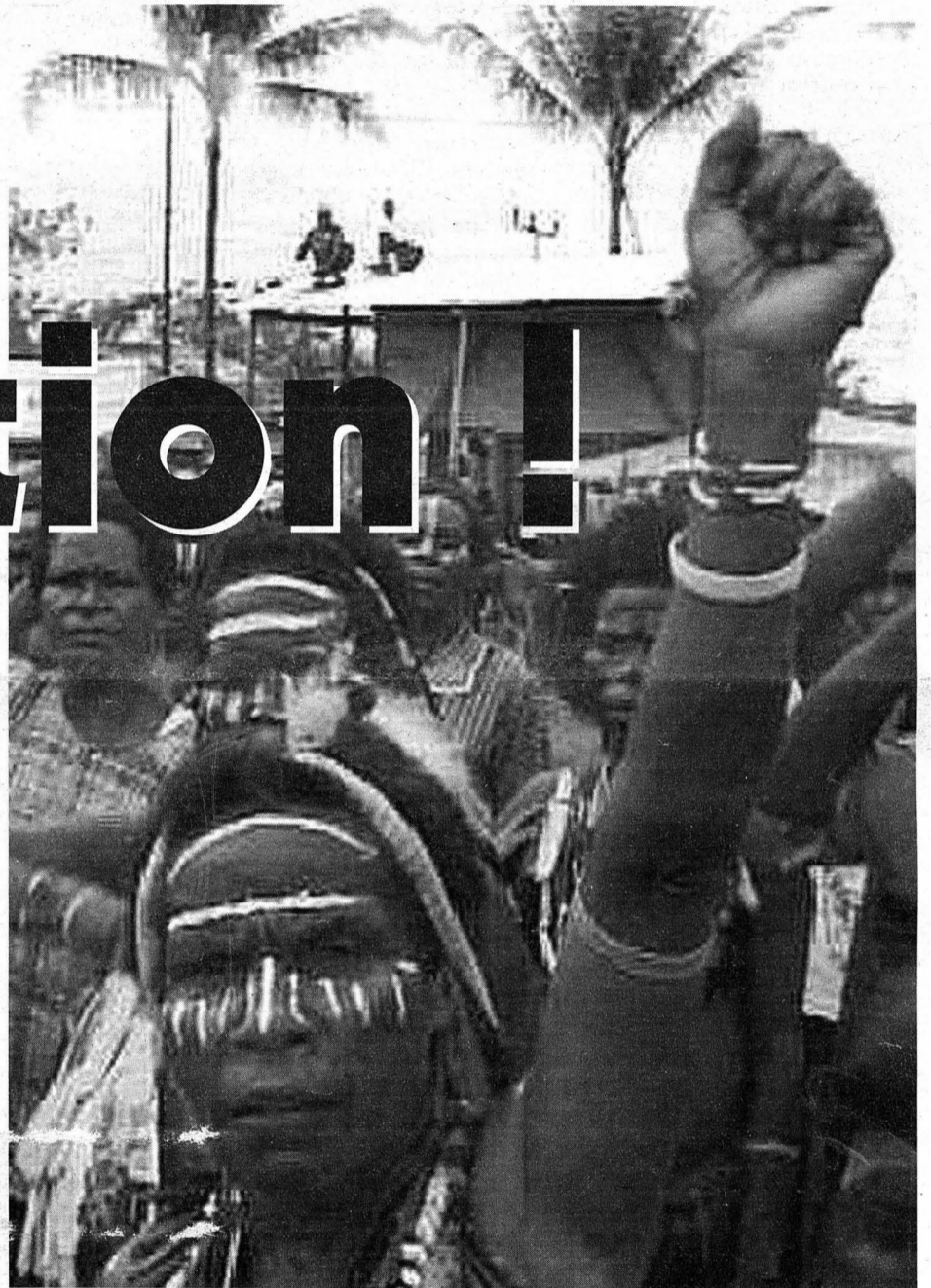
2 €
ISSN 0026-9433

Pas de réforme pour le capital Révolution !

ON A REMISÉ les tentes dans les baraquements, non loin de la mairie. Replié les duvets, rangé drapeaux, sifflets et chants de circonstance. Les boy-scouts d'Attac passent un dernier coup de balai, on s'est bien amusé mais la colo est terminée, déjà sonne l'heure du retour, et celle du bilan. Plus de 50 000 participants s'étaient donc donné rendez-vous dans cette ville brésilienne, devenue lieu symbolique de la lutte contre la mondialisation. 3 000 journalistes leur avaient emboîté le pas, assurant le succès médiatique du Forum social mondial, qui regroupait cette année près de 5 000 organisations, venues du monde entier. Il y eut de beaux moments : Noam Chomsky acclamé en fin de conférence, le même accueil étant réservé à Naomi Klein, auteur de l'excellent *No Logo*. Dans le même temps, un nombre imposant d'ateliers, de lieux de débat, de rencontres, s'efforçaient de passer au tamis de la critique inconditionnelle les pratiques d'une économie de marché qui n'est plus guère visible que dans les désordres et désastres qu'elle engendre et nourrit. De ces confrontations entre des visions qui, souvent, ne se rejoignent que sur l'urgence où nous nous trouvons d'établir un rapport de force novateur entre les maîtres du monde et la multitude de ceux qui endurent le pire, il émergèrent parfois de belles propositions. Dans le registre des réussites de ce second Forum, on notera égale-

ment : la présence massive des représentants d'une Amérique latine, dont ni Nixon, ni Reagan, ni les agressions militaires n'ont pu venir à bout – les sans-terre brésiliens, placés au devant de la scène, eurent droit aux honneurs de la presse internationale, laquelle fut plus ou moins contrainte de relayer leurs arguments en faveur d'une politique de réappropriation, d'une pratique autogestionnaire en matière de production –, ou le fait que Porto Alegre ait cette fois fait la nique à Davos / New York, lui ait piqué la vedette. C'est un plaisir trop rare que celui de voir les maîtres obligés de réviser leur ordre du jour, quand la thématique développée par la plèbe procède par contamination, et les force à la surenchère : les participants au Davos délocalisé à New

de la chaleur brésilienne et de la tarte dans la tronche, à Fabius la mission de vanter, à New York, les mérites de notre national commerce, et les candidats de tout bord, Mamère, Chevènement, Besancenot... y effectuer un tour de piste. Dray le gauchiste était là aussi, accompagné d'Hollande, le pléni-potentiaire de la jospinerie. Braouzer, l'agité de la morne Plaine-



Porto Alegre : un autre monde est possible... mais faut le demander gentiment.

York ne s'y sont pas trompés, qui ont réagi comme le ferait un petit patron confronté à une grève surprise. Ils ont baissé leur froc, et sacrifié les apparences pour sauver l'essentiel.

L'essentiel, bien évidemment, fut sauvé. On laissa les guignols de *l'altermondialité* (dixit *l'Humain Hebdo*) exécuter leur numéro, et pendant ce temps on traita les affaires dites sérieuses. Porto Alegre, dangereux ? Allons ! Regardez s'y précipiter les ministres français : à Marie-Georges le privilège

Saint-Denis, faisait chambre commune avec le multirécidiviste Bové. N'en jetez plus... Même le RPR s'était débrouillé pour être représenté (au lecteur qui retrouvera le nom de l'obscur député de province expédié par son parti tâter le cul de la brésilienne, nous offrons un an d'abonnement au fanzine de l'Union En Mouvement). Et Bernard Cassen, chef louveteau, monte sur l'estrade pour demander, solennellement et sans rire, aux « élus de prendre leur rôle au sérieux ». Douterait-il des vertus de

la démocratie de représentation ? Les ONG, qui avaient pour une bonne part boudé le Forum l'année dernière, elles, ne doutent de rien. Cette année elles s'y pressent, dans la quête (é)perdue d'une légitimité qui, à force de compromissions, a fini par leur échapper. Elles ne défendent rien si ce n'est leur pseudo statut d'interlocuteurs privilégiés, elles ne désirent rien que pouvoir poser leur cul sur le chimérique strapontin que leur promettent les maîtres. Comment leur expliquer qu'il n'y a pas, qu'il n'y a

jamais eu, qu'il ne saurait y avoir, pour les maîtres, de strapontin ? Pendant que ces pantins luttent et en rajoutent dans la lèche, les journaux de chez nous entonnent la litanie d'une prétendue renaissance du mouvement social. Mais pour renaître, chers plumitifs, encore faudrait-il qu'il ait un jour disparu. Tous alors se saisissent du prétexte Porto Alegre pour vanter les mérites du *réformisme radical*, ce non-sens, cette fable éculée. « Les pionniers du nouveau monde », titre le *Nouvel Obs'*... et d'opposer ensuite la violence de l'extrême gauche au pragmatisme de ceux qui prônent, quoi ? L'idée d'une micro-

M 02137 - 1269 - F: 2,00 €



« Quelle chose stupide et misérable qu'un jour de noces ! »

George Sand

Suite en page 3

Vie du mouvement

Le groupe Proudhon (Besançon) sur le net : lautodidacte.org. C'est le site de la librairie l'Autodidacte, avec possibilité de commander des livres, des rendez-vous, des archives...

Appel à la création de groupes sur Belfort, Vesoul, Dole. Écrire au groupe Proudhon (CESL - BP 121 25014 Besançon cedex)

Vendredi 22 février

Rouen

Réunion publique « Guerre et médias » avec Serge Halimi et Pierre Rimbart, à 20 h 30 à la halle aux Toiles.

Besançon

Réunion-débat organisée par le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste autour du thème « AUPEJ, des alternatives sociales et éducatrice au Sénégal ». Projection et débat avec les réalisateurs. À 20 h 30 à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz à Besançon.

Samedi 23 février

Montpellier

Le groupe Un autre futur de la Fédération anarchiste organise une projection du film *The Big One* de Michael Moore (réalisateur de *Roger et Moi*), suivie à 18 heures d'une discussion à la librairie la Mauvaise Réputation au 20, rue Terral, à Montpellier.

Paris 20^e

À propos du livre *les Anarchistes du Portugal* : débat à Radio libertaire de 13 h 30 à 14 h 30 lors de l'émission Chroniques rebelles. À 15 h 30, débat avec des militants de la CNT au 33, rue des Vignoles, Paris 20^e.

Rouen

« Réponse à des questions concernant le surréalisme » avec Auré-

Photos et illustrations : droits réservés

lien Dauguet, à l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Dimanche 24 février

Donges

Le comité contre le saccage de la Loire invite toutes les personnes opposées à la réalisation des infrastructures de Donges-Est, à se retrouver pour visiter le site afin de le protéger. Rendez-vous à 15 heures devant la mairie de Donges.

Paris 11^e

Concert de soutien à Leonard Peltier. À partir de 16 h 30, projection de la vidéo *l'Esprit de Crazy Horse*, de Michel Dubois et Kevin McKiernan sur la résistance amérindienne aux États-Unis et la création de l'AIM, suivit d'une rencontre-débat sur le cas Peltier. Infos, tables de presse et musique avec : Cojoba (hardcore-punk mixte, Puerto Rico), Sabayo (chanson rock, Clermont-Ferrand) plus une surprise. Au CICP, 21^{er} rue Voltaire (M^o Nation). PAF : 5 euros. Renseignements au CSIA/LPSG : 01-43-73-05-80, et lpsg-france@bigfoot.com.

Jeudi 28 février

Toulouse

Le groupe Albert Camus de la Fédération anarchiste vous invite à un meeting-débat sur le thème « Agir au lieu d'élire » à 20 h 30, salle Barcelone, 22, allée de Barcelone.

Vendredi 1^{er} mars

Paris

Action avec le RATP. Pour la liberté de circulation dans les transports. Rendez-vous à 18 heures, place du Châtelet.

Agenda



Samedi 2 mars

Besançon

Réunion débat avec Mathieu Ferré, responsable des éditions La Mémoire et la Mer. À 20 h 30, à la librairie l'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Marseille

Le CIRA organise une conférence-débat « Anarchisme et Anarchie dans l'œuvre de Jean Giono » avec Denise Reyre à 15 heures, au local du CIRA, 3, rue Saint-Dominique (à l'angle de la place des Capucins).

Rouen

Sortie mondiale du livre *Putain d'usine*, de Jean-Pierre Levaray. À cette occasion, on discute, on boit un verre et éventuellement il y aura une dédicace. À partir de 15 heures, à l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Mercredi 6 mars

Paris 4^e

Représentation spéciale pour l'Union pacifiste de la pièce *le Procès du général Aussaresses* de José Valverde. À 20 h 30, théâtre Essaion, 6, rue Pierre-au-Lard, 20 € la place, à réserver auprès de l'Union pacifiste, avant le 28 février, BP 196, 75624 Paris cedex 13. Joindre le paiement.

Vendredi 8 mars

Montpellier

Le groupe Un autre futur de la Fédération anarchiste vous invite à un débat intitulé : « Ce n'est pas de président mais de société qu'il faut changer. » À 20 h 30, à la librairie la Mauvaise Réputation au 20, rue Terral.

Samedi 9 mars

Chelles

« L'Antiglobalisation, le monde n'est pas une marchandise », débat organisé par le groupe Sacco et Vanzetti de la FA, avec José Bové, porte-parole de la Confédération paysanne (sous réserve d'emprisonnement) et Gilles Luneau, journaliste indépendant spécialiste des questions agricoles et rurales. À 20 h 30, salle Albert-Caillou, 21, rue Albert-Caillou, 77500 Chelles.

Paris 18^e

« Sortez-les du placard ». Journée de soutien aux prisonniers du cannabis au Trianon, de 16 heures à minuit. Débat, concert. La Fédération anarchiste tiendra un stand.

Paris 11^e

Forum avec Théo Simon auteur de *Drogues, contre la criminalisation de l'usage*, à 15 heures à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot.

Rouen

Débat sur : « Corps, Energie, Politique », avec Jacques Lesage de La Haye, à l'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Gand (Belgique)

Deuxième foire internationale du livre alternatif et libertaire (livres, conférences, expositions, projections vidéo), de 10 heures à 20 heures, entrée libre, Kraankinderstraat 2.

Copinage

Forum Léo Ferré

11, rue Barbès, 94200 Ivry-sur-Seine. Tél. : 01 46 72 64 68. Ouverture des portes dès 19 heures. Spectacle à 20 h 30. Bar et petite restauration froide. Entrée : 12,50 €.

Vendredi 22 février

Les grands-mères dans les cordes.

Samedi 23 février

David Légitimus et Renn Lee « Noir Paris. »

Vendredi 12 avril

Paris 11^e

Meeting « Quelle alternative aux élections ? Agir au lieu d'élire, le délire sécuritaire... » à l'Ageca, 177, rue de Charonne, organisé par les groupes parisiens de la Fédération anarchiste.

Radio libertaire

Jeudi 21 février

De 18 heures à 19 h 30, « Si vis pacem » : coordination pour une Europe sans armée.

Mercredi 27 février

De 10 h 30 à midi, « Blues en liberté » : voyages et blues.

Jeudi 28 février

De 18 heures à 19 h 30, « Si vis pacem » : abolir les prisons, avec l'Observatoire international des prisons.

Éditorial

NOUS avons tout à gagner d'un monde sans obligations ni sanctions. La pitoyable pantalonnade qui se prépare pour mai prochain nous renforce dans nos résolutions anti-électorales.

Mais que serions-nous donc sans cette occasion de nous distinguer des composantes classiques de ceux qui n'ont rien à perdre non plus ? Je pense à Lutte ouvrière, à la Ligue communiste, aux Verts, à toutes ces organisations de rencontre que parfois la lutte sociale nous contraints de fréquenter au coin de la rue, à ceux auxquels on serre la main un dimanche pendant la vente à la criée, ceux qui ont choisi cet instrument de propagande unique que sont les prochaines échéances électorales.

Car enfin, ils ne s'imaginent tout de même pas que sans bouleversement social ils ont des chances d'aboutir ? Ils ne peuvent pas non plus penser que l'effervescence médiatique qui se met laborieusement en place va les conduire au pouvoir ? Alors quoi ? Désir de pencher dans la balance, de compter leur troupe, de rouler des mécaniques dans le service d'ordre de la prochaine manif s'ils font plus que cinq

pour cent, d'affirmer fort et clair leur catéchisme révolutionnaire sans proie au doute. Cette naïveté est bien effrayante. Mais la tentation est parfois bien grande. Que faire, dans l'absolu si d'aventure un duel Jospin-Le Pen devait se produire ? Certaines circonscriptions, certaines communes ont pu voir se produire un cas de figure semblable par le passé. Si la question est tranchée par nos principes, que par définition nous ne pouvons pas négocier, admettons qu'une réflexion n'est pas superflue. Bien évidemment qu'il n'est pas de salut par les urnes, bien évidemment que nous ne voulons à aucun moment déléguer notre envie de vivre... N'oublions jamais qu'Hitler est arrivé au pouvoir par les urnes et qu'il ne l'a quitté que par les armes. Il est pourtant difficile de mépriser cet outil à double tranchant tant il a pris d'importance dans le jeu politique dans lequel nous sommes contraints d'exister.

La récente victoire des employés du McDonald's est cependant là pour nous rappeler qu'il existe d'autres solutions. Mais ces luttes à venir demandent plus de courage, plus d'abnégation, plus d'engagement qu'un bulletin dans une urne, et ce sont pourtant bien celles-ci que nous devons mener. Méditons pour finir cette pensée de Michel Lancelot : nous vivons dans des ateliers d'artistes alors qu'eux vont dans les musées.

Directeur de publication : Jacques Toublet

Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)

Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1

Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :

145, rue Amelot, 75011 Paris

Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 20 €	<input type="checkbox"/> 32 €	<input type="checkbox"/> 27 €
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 38 €	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 46 €
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 61 €	<input type="checkbox"/> 99 €	<input type="checkbox"/> 77 €

Abonnement de soutien : 76 €

Abonnement étranger : les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèque postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

La Bretagne entre pollutions et profits

Merlevenez Rassemblement contre l'extension d'une porcherie

LA POPULATION de Bretagne n'en finit plus de faire face à la calamité des nitrates dans l'eau. Calamité ? Fruits du gigantisme des exploitations et de l'élevage intensif, avec pour objectif la concentration des profits dans quelques mains, les pollutions sont bien la conséquence des logiques du capitalisme. Personne ne l'ignore. Personne ? Il faut croire que cela n'émeut pas tout le monde. L'éleveur Fortuné Le Calvé, président du groupe Bretagne Sud Porcs, maire de la petite commune de Merlevenez en ria d'Étel (ria qui vient d'être victime d'un dégazage sauvage de pétrolier, par ailleurs) entend accroître son cheptel à 8952 animaux, soit l'une des plus grosses exploitations de Bretagne. Le Calvé, sûr de lui, se retranche derrière un projet de retraitement du lisier qui serait à même de limiter les nuisances en nitrates. Or, une telle production engendre des déjections équivalentes à 27 000 habitant(e)s ! Des points obscurs demeurent au dossier : impact des métaux lourds, des antibiotiques rejetés, manque d'analyses du sol, teneurs en phosphore inconnues...

Aussi, Eaux et Rivières de Bretagne, une association locale de Merlevenez et la Confédération paysanne ne s'en laissent pas compter et ont fait appel à la mobilisa-

tion le 2 février, dernier jour de l'enquête d'utilité publique. Plus de 300 personnes ont répondu présentes ce samedi matin face à la mairie dans une ambiance bon enfant. Nous, groupes de la FA du Morbihan, avions fait le déplacement. Cela fait déjà plusieurs années que nous sommes présent(e)s sur ce problème de fond. Outre l'aspect écologique, nous dénonçons les autres conséquences de ces formes d'élevage comme la disparition de la petite paysannerie, la réduction du nombre d'exploitations, et pour certains d'entre nous qui avons fait le choix végétarien, le sort réservé aux cochons n'est pas à négliger. D'habitude, nous avons beau jeu de dénoncer l'incurie de nombre d'élue(s) qui donnaient des avis favorables aux projets d'élevages industriels. Cette fois, comme c'est le maire lui-même qui est en cause, avec pour objectif d'installer ses deux fils, tout le monde a vu clair dans le jeu de ce petit seigneur. Ah, si sa descendance pouvait continuer à régner sur « ses » terres ! Le masque est tombé et la population consciente s'est déplacée. Armés de notre attirail : drapeaux noirs, tracts, nez et masques de cochons, bonne humeur, nous ne sommes pas passé(e)s inaperçu(e)s.

Tout le monde s'est ensuite rendu à la mairie remplir le cahier

des charges pour l'enquête d'utilité publique qui constitue la pseudo-consultation des citoyen(ne)s. Car, au final, après passage devant la commission départementale d'hygiène, c'est le préfet qui décide de donner l'autorisation ou non... et il peut aller contre les avis des mairies et des habitant(e)s. Devant notre arrivée massive en mairie, le commissaire enquêteur qui s'appretait à lever l'ancre, car midi sonnait au carillon, se désolait de se retrouver à faire des heures sup'. D'autant que cela risquait de lui faire rater le début du match de rugby, marmonnait-il. À sa décharge, reconnaissons qu'il ne fuyait pas la discussion. Le travers des enquêtes d'utilité publique est d'engager le débat sur le terrain technique et les querelles d'experts. Or, pour nous, et pour bon nombre d'opposant(e)s, c'est bien l'approche politique, c'est-à-dire le choix de société qui est en jeu. L'immense travail de terrain d'Eaux et Rivières et de la Confédération paysanne aura permis de sensibiliser une partie de la population. Il

faut en tout cas rester vigilant(e)s et se préparer à de nouvelles mobilisations car la partie n'est pas finie. Le Calvé reste confiant car il ne sent pas encore désavoué par la population locale.

Manifestation contre l'incinérateur Doux à Plouray

CE SAMEDI 16 février, nous voilà repartis, avec l'Union régionale Bretagne de la FA, sur les routes départementales en direction de Plouray au nord du Morbihan. Le problème n'est plus les nitrates, mais les dioxines...

La société agroalimentaire Doux, prétextant la destruction des farines animales, veut y construire d'ici à la fin de l'année un incinérateur avec l'aide des subventions publiques... à hauteur de 40 %. L'étude de l'entreprise Doux énonce clairement que, dans un rayon de 50 kilomètres, il sera déconseillé aux habitant(e)s de jar-

diner s'ils (et elles) veulent éviter les possibles problèmes de santé dues aux 21 000 tonnes de cendres toxiques et 250 tonnes de métaux lourds, oxydes d'azote, acide chlorhydrique sans oublier, bien entendu les dioxines que l'incinérateur dégagera chaque année. Quel aveu ! Sans parler des pertes évidentes de farines animales non brûlées qu'occasionneront les transports, c'est-à-dire les 40 camions journaliers.

Cet incinérateur est un prototype, les possibles limitations de nocivités sont donc purement théoriques. Le conseil municipal, contre l'avis de la population, a pourtant émis un avis favorable à l'implantation de cette horreur. L'agro-industrie se cachant derrière une volonté écologique, a trouvé là un moyen de maintenir la surproduction, la centralisation et les nombreuses pollutions qu'elle génère. Ainsi, elle se crée un nouveau marché. Comme d'habitude, la population va tout se prendre dans la gueule, à Plouray comme ailleurs, par exemple à Albertville.

Afin de lutter contre les dégradations de leur lieu de vie, un collectif, le NICOB (Non à l'incinérateur au centre ouest Bretagne ni ailleurs mais autrement), réunissant environ 200 associations et personnes, s'est créé en décembre et, ainsi, après de nombreuses conférences, a appelé à une manifestation. Environ 1 500 personnes sont allées soutenir la population, en signifiant, tout comme à Merlevenez, que ce modèle agricole a fait son temps, et qu'il n'est plus question de se laisser faire !

Stéphane & Gaël

groupes de Lorient et Vannes



La course aux profits

Porto Alegre : un autre monde est possible...

Suite de la page 1 mais faut le demander gentiment.

résistance de terrain (*sic!*), tels que les placements d'épargne solidaires, ou le développement du commerce équitable, ou, demain, c'est promis, ma sœur se remet au vélo...

Une critique en règle de la posture qui consiste à se contenter d'adopter un comportement de « consommateur responsable », posture qui souvent ne sert qu'à se donner bonne conscience, à occulter une passivité politique, éventuellement à l'excuser, débordant largement le cadre de cet article (1). Cependant, à entendre ce type d'argument, on est en droit de penser qu'au sud rien de très nouveau, que le cheval de Troie de la récupération commence à opérer, a déjà pénétré l'enceinte non fortifiée du Forum social, appliquant une stratégie pourtant archiconnue. Le but des antimondialistes ? « gauchir le capitalisme », selon la lumineuse formule d'un obscur prof de fac, « ancien dirigeant d'entreprise », économiste au verbe aussi paraffiné que ses cols, qui, dans les pages « Rebonds » de *Libé*, livrait l'essentiel de ce qui ne peut pas être décevant pris pour une pensée, tellement ça pue la resucée : « la convergence pratique de tous les mouvements contre la mondialisation, c'est une social-démocratie à l'échelle du monde ». C'est signé Jean Matouk. Retenez bien ce nom, car c'est la dernière fois que vous entendez parler.

Certains diront ils râlent encore, de toute façon les anarchistes c'est jamais content et c'est tout. Quoi, c'est pas fantastique, la *renaissance du mouvement social*? Non. C'est pas fantastique, on vient de dire pourquoi. On n'a pas l'habitude de hurler de bonheur quand une poignée de politiques soutenus par les médias s'emploient à détourner une révolte fondamentale vers un objectif tel qu'une « social-démocratie », fut-elle d'envergure mondiale. Mais on est souvent les premiers à gueuler de joie dans les rues, quand un combat s'achève sur une victoire, fut-elle modeste. Il se trouve que Porto Alegre est loin d'être une victoire. Il se trouve que nous ne sommes pas des utopistes. Au nom d'un pragmatisme dont les racines plongent au cœur de notre histoire, nous veillons à garder intacte notre capacité d'analyse et notre sens critique. Or, à regarder la façon dont l'immense espoir engendré par le Forum social mondial est en train de tourner à la soupe réformiste (ou *microréformiste* ?), on est en droit de réserver notre allégresse pour plus tard. C'est tout.

Fred,

groupe Louise Michel.

(1) Sur la question de l'attitude individuelle et de son poids politique réel, je renvoie au chapitre que lui consacre Normand Baillargeon dans son livre *Les chiens ont soif* (Ed. Agone, 2001).

Crise de foi

Et Dieu inventa la lèpre afin de financer son Église

LE CANARD ENCHAÎNÉ a révélé que la fondation Raoul-Follereau, qui récolte des dons afin de financer la lutte contre la lèpre, détournait une partie de ses dons au profit de l'Église catholique. Ainsi, sous couvert de charité, cette association finance des personnes et actions qui n'ont rien à voir avec la lutte contre la lèpre. Ces détournements ont permis de donner 100 000 F au Vatican par an, 50 000 F à trois évêques et 5,2 millions comme « aide aux églises locales ». En Guinée, la fondation a pris en charge le salaire du secrétaire de l'évêque. À Madagascar, un « centre de production de vidéos religieuses » a perçu 125 000 F; soit note l'Igas (Inspection générale des affaires sociales), « autant que le centre privé de soins aux lépreux le plus soutenus ». Cette générosité profite également aux intégristes de

Port-Marly ou aux « Petits gris », une congrégation qui inspire largement le lepénisme catholique. La lèpre est en régression, heureusement, mais ce n'est pas grâce à cette association, qui préfère financer ses amis catholiques. L'Igas, se demande même si la lèpre n'est pas qu'un prétexte : « Un produit d'appel d'une collecte dont les fruits sont ensuite répartis entre les différents objets des associations du groupe, selon des règles diversement respectueuses de l'intention des donateurs ». C'est le moins que l'on puisse dire. L'Igas s'est également émue « de voir la fondation utiliser des images de malades à un stade avancé de la maladie ». En jouant sur l'émotionnel, les représentants de la fondation ont pu engranger des dons plus généreux. Le président de la fondation n'a pas démenti les informations du *Canard enchaîné*. Dans un

communiqué, il affirme même que « l'aide à l'Église fait partie intégrante du combat contre les lèpres ». Quel culot ! Enfin, il rajoute que, pour lui, la lèpre a d'autres noms dont « l'homosexualité, le relâchement des mœurs, l'infidélité conjugale, le port de préservatif ». Voilà qui explique les dons à l'Église.

Grâce au *Canard*, désormais, on sait que cette fondation détourne l'argent des généreux donateurs, mais qu'en plus elle a des idées catho réactionnaires, sous couvert d'humanisme, bien sûr. Et puis, après tout, doivent penser les représentants de cette fondation, tous ceux qui crèvent de la lèpre sont des pauvres et des Noirs et non pas des évêques blancs et bien gras, comment ne pas voir le signe du destin, la volonté de Dieu.

Régis Boussières



LA VAGUE d'antimondialisation sur laquelle surfent certains ne s'apparente nullement à un raz-de-marée ; elle ne peut que se briser lamentablement sur les sables mouvants du réformisme. Que ses défenseurs s'appliquent à diluer la critique en parlant de « capitalismes » au pluriel, ou qu'ils renoncent carrément à employer le terme lui-même, l'essentiel est bien d'occulter, pour ne pas avoir à remettre en cause le fondement même du capitalisme, c'est-à-dire la propriété privée des moyens de production.

Car « la propriété, c'est le vol ! » Et la terre, dont les ressources sont réservées à ceux qui peuvent l'acheter, n'échappe évidemment pas à ce constat. C'est le pouvoir seigneurial, ecclésiastique, royal ou bourgeois qui a progressivement substitué aux usages collectifs des sols la propriété privée. C'est l'injustice, la force, la violence qui ont contribué à la confiscation des meilleures terres, à la formation de vastes domaines. C'est l'usurpation, la spéculation qui ont engendré des disparités économiques considérables.

La propriété définit des relations sociales de domination et d'exploitation lorsqu'elle est privée. Des stratégies économiques pour les uns, la marginalisation pour les autres (relations auxquelles les droits de propriété intellectuelle, liés aux OGM, donnent encore plus de force). La question de la propriété ou de l'usage des terres agricoles recouvre celle de la sécurité alimentaire, mais aussi du droit, de la dignité, de la liberté. La grande diversité des situations foncières ne doit pas masquer la tendance lourde, celle de la concentration, en dépit des discours anesthésiants sur la mise en œuvre de réformes agraires. Et ce n'est évidemment pas l'Accord sur l'agriculture qui s'élabore dans le cadre de l'OMC qui va inverser le processus.

Une concentration financière permanente

Même en Europe, l'histoire marche à reculs. Si une réforme agraire au début du XIX^e siècle, a permis le passage d'un système féodal dominé par de grands propriétaires fonciers à une agriculture paysanne, le capitalisme, notamment depuis un demi-siècle, favorise la course à l'agrandissement, avec son corollaire, l'élimination des plus vulnérables. Domi-

La terre n'est à personne

nante dans la seconde moitié du XX^e siècle, l'agro-industrie a entraîné une forte concentration de la terre et du capital, substituant un féodalisme à un autre, le contrôle de la terre en constituant la base. En France, 180 000 exploitations occupent les deux tiers de la Surface agricole utilisée (SAU). Même dans les pays d'Europe de l'Est, où la gestion souvent catastrophique des fermes d'Etat a engendré une situation précaire, la décollectivisation a finalement très peu bénéficié aux paysans.

En Afrique, depuis une dizaine d'années, les institutions financières internationales encouragent la généralisation de la propriété privée des sols : l'échec est au bout du sillon, mais est-ce une surprise ? Les réformes foncières profitent aux agriculteurs disposant d'une forte capacité d'investissement technique ainsi qu'à la bourgeoisie urbaine qui a les moyens financiers et politiques d'acheter des terres et d'employer des ouvriers agricoles.

D'autre part, le clientélisme favorise la spéculation. Les politiciens, les hauts fonctionnaires, les grands commerçants se lancent dans des opérations immobilières. D'importantes superficies de terres arables sont réquisitionnées pour créer des grandes fermes d'élevage et des parcs de loisirs. La famine qu'a connue en 1980 le Karamoja, région située dans l'est de l'Ouganda, et qui a causé la mort de 50 000 personnes, est directement imputable à ces réquisitions de terres économiquement injustifiées.

En Amérique du Sud, les structures agraires sont dominées par l'opposition entre les grandes exploitations capitalistes et la masse misérable des paysans sans terre, des populations exclues du développement. L'inégalité foncière traduit une logique économique. La plupart des gouvernements ont renoncé à transformer l'agriculture, et amorcent une contre-réforme agraire sous la pression du néolibéralisme et du capital financier : agriculture entrepreneuriale tournée vers l'exportation, privatisation et morcellement des coopératives, explosion des marchés fonciers...

Deuxième pays au monde pour la concentration des terres (1 % des propriétaires accaparent 44 % des terres ; douze millions de paysans sans terre), le Brésil semble montrer la voie. Avec l'appui de la Banque mondiale et du FMI, le gouvernement délaisse la politique de réforme agraire dont il avait fait, sous la pression sociale, un des points forts de sa propagande. Non seulement l'Etat se désengage de ses responsabilités en la matière et s'applique à valoriser l'initiative privée dont on sait à qui elle profite, mais une répression féroce s'abat sur les paysans sans terre, particulièrement dans le sud du pays : expulsions collectives de paysans, avec incendie des baraques et des cultures, torture des leaders, emprisonne-

ment des rebelles. Par ailleurs, la possibilité individuelle d'accéder aux crédits de la Banque de la terre est conçue comme une stratégie pour affaiblir les actions collectives, l'autonomie, les projets communs envisagés par le mouvement des sans-terre (MST).

Les multinationales à l'assaut

Comme si la dynamique inégalitaire entretenue par les castes politiques ne suffisait pas, les milieux d'affaires surgissent. La libéralisation croissante des mouvements de capitaux et des législations nationales incite certaines grandes entreprises à acheter de la terre, à rechercher un contrôle direct sur le foncier, notamment depuis les années 80. En Amérique latine, un secteur agricole intensif en capital et tourné vers l'exportation se développe aux dépens de l'agriculture familiale. L'Italien Benetton a acquis par l'intermédiaire de la société financière Edizione Holding, plus de 900 000 hectares en Argentine. Des magnats de la finance ou de l'industrie acquièrent des réserves foncières en Patagonie. Des pools bancaires apparaissent, dans le but d'organiser la production : ils louent des terres, 50 000 hectares en moyenne, et embauchent des techniciens de pointe pour conduire les cultures.

D'autres entreprises investissent dans des concessions forestières dans les pays tropicaux d'Asie du Sud-Est et du Pacifique par le biais de sociétés de courtage, dans l'espoir que la gestion d'espaces boisés leur permette un jour d'acquérir des permis supplémentaires d'émission, qu'elles pourront vendre ou intégrer à leur bilan global de CO². Par ailleurs, des entreprises japonaises investissent dans les vignobles haut de gamme, valeurs à la fois symboliques et rentables.

Lutter sans répit

Que l'on se souvienne des paroles de Gracchus Babeuf : « Plus de propriété individuelle des terres : la terre n'est à personne. Nous réclamons, nous voulons la jouissance communale des fruits de la terre : les fruits sont à tout le monde. » Les conflits, souvent violents, pour l'accès à la terre ont structuré de grands mouvements sociaux. Si elle n'est pas la seule, la question agricole revêt cependant une importance particulière dans la perspective d'une transformation radicale de la société parce que la maîtrise de la production et de la distribution alimentaire sera toujours une arme redoutable.

Depuis la Révolution espagnole, chacun sait que la gestion collective de la terre et de ses fruits n'est pas une utopie, mais une réelle possibilité, gâchée non par une incapacité organisationnelle, une incompétence quelconque, mais par la conjonction des forces répressives. Pendant plusieurs mois, des centaines de collectivités, des millions de paysans, hommes, femmes, enfants, ont relevé le défi : obtenir des résultats immédiats. Et si l'homme croyait en lui, au lieu de croire... en qui d'ailleurs ?

Jean-Pierre Tertrais
groupe La Commune, Rennes

Police et FBI contre le site

www.raisethefist.com

FORTEMENT armés avec des mitrailleuses, des fusils et pistolets, vingt-cinq à trente agents du FBI, des services secrets et de la police de Los Angeles ont encerclé le fondateur de raisethefist.com dans sa maison. Ils ont saisi tout le matériel informatique et la littérature politique. Les serveurs du site raisethefist.com ont été mis en boîte, chargés dans un camion et emmenés jusqu'à nouvel ordre. Depuis 1999, raisethefist.com était sous une surveillance étroite du gouvernement.

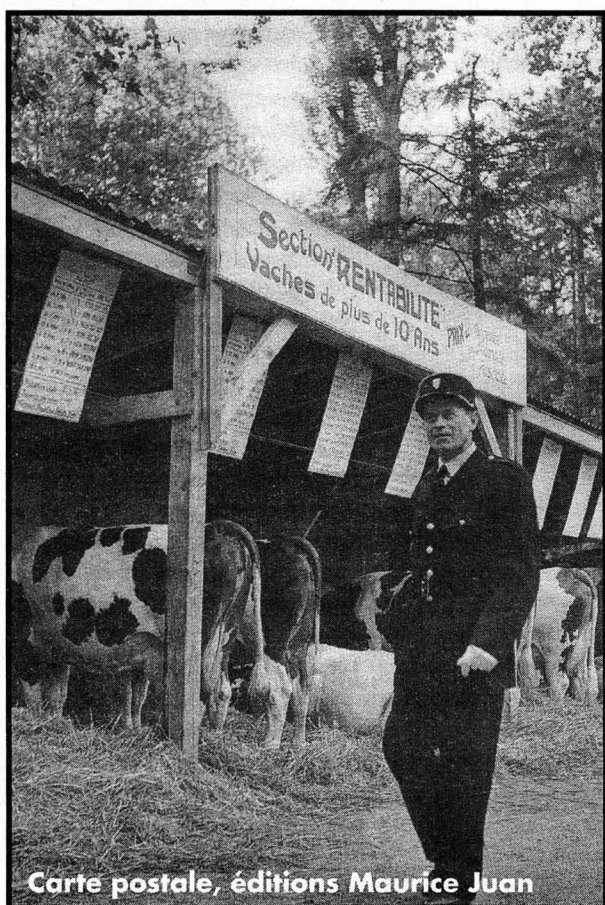
DANS une autre tentative non aboutie de faire taire nos voix, raisethefist.com, un collectif média anarchiste/activiste indépendant a été fermé par les services secrets.

« On ne le sait pas encore aujourd'hui si le site sera sauvé. Actuellement, nous n'avons plus rien. Plus de serveurs, plus de réseau, rien. Ma chambre est complètement pillée. Mes voisins restent secoués par ce qui s'est passé. Je ne récupérerai probablement pas mon matériel. Ils ont également pris beaucoup de ma littérature politique. Apparemment, l'excuse invoquée pour la fermeture est le militantisme représenté sur le site. Ce n'est pas vrai. « C'était une excuse. Ce même "militantisme" qui semble les intéresser est présent sur au moins mille autres sites Web qui n'ont, eux, pas été touchés par le gouvernement fédéral, à part la surveillance à distance. [Raisethefist.com](http://raisethefist.com) allait de l'avant. Il allait quelque part. Les jeunes ont commencé à créer des clubs dans leurs écoles, appelés Raisethefist ("Lève le poing").

« Les gens ont commencé à utiliser le collectif comme une ressource importante pour la communauté activiste anarchiste. Le gouvernement fédéral a enquêté très étroitement sur moi et sur le site, longtemps avant les attentats du 11 septembre, et longtemps avant qu'un tel militantisme ait même été dépeint sur le site. Ils ont su que le site offrait des possibilités intéressantes, qu'il se transformait en quelque chose de plus qu'un site, en un collectif fort utilisé par des activistes luttant pour une justice sociale. Et cela est devenu un crime. La justice est devenue un crime.

« La liberté est devenue un crime. N'importe qui, qui agit en désaccord avec la politique des États-Unis, est maintenant automatiquement considéré comme "un terroriste" aux yeux de la sécurité nationale... Ce qui va arriver à raisethefist.com ? je ne le sais pas. D'après ce qu'on m'a dit, je serai très probablement envoyé en prison, alors mon principal souci sera de me trouver un avocat. »

Trad. par Indymedia Suisse
d'un article paru
sur nyc.indymedia.org



Carte postale, éditions Maurice Juan

LA « crise » en Argentine a eu une large répercussion internationale et, au train où vont les choses, elle continuera sûrement à faire parler d'elle. Ce n'est donc pas l'information qui manque à ce sujet, bien qu'il soit toujours difficile de faire la distinction entre celle qui est véridique et celle qui est dénaturée, comme entre celle de bonne foi et celle de mauvaise foi. Et cela vaut autant pour l'information donnée hors de l'Argentine que – et peut-être dans une plus grande mesure – pour celle donnée à l'intérieur même du pays. De sorte que tenter de faire une analyse à peu près juste du phénomène argentin n'est, à l'évidence, pas une tâche facile. D'abord parce que les facteurs sont multiples, et de nature très diverse – historiques, sociaux, économiques, politiques, culturels –, qui rendent impossible sa compréhension si on ne les prend pas dans leur ensemble. Mais, comme nous devons bien commencer par un bout, nous croyons nécessaire de le faire à partir de nos convictions – de nos présupposés si l'on préfère.

Il serait simpliste, voire maladroit, d'essayer d'expliquer l'explosion des 18 au 20 décembre passé comme une réaction devant les mesures que le tandem De la Rúa-Cavallo a engagé contre le peuple, dans les derniers mois ou semaines de son gouvernement. La réaction devant ces situations s'est produite quand l'ex-président De la Rúa crut protéger la société capitaliste, en déniait le principe de liberté du peuple, au moyen d'un décret promulguant l'état de siège. Cela, ajouté à sa faim et à son désespoir, signifiait pour le peuple qu'on lui ôtait la plus haute expression de sa dignité : la liberté. Ayant que De la Rúa n'ait terminé son discours annonçant cette mesure, des habitants – des familles complètes, avec enfants, vieillards et jusqu'aux handicapés – rompirent le silence, en marchant au son des casseroles déjà vides, avec un objectif commun et en criant : « Allons-y tous, que pas un seul ne manque ! Quel con ! Son état de siège, qu'on le lui foute dans le cul ! » Les habitants ont parcouru les rues de la ville pour affronter les pouvoirs, exécutif place de Mai, législatif place des Deux-Congrès, et politico-financier, ce dernier représenté par les banques et les entreprises installées aux alentours de la place et de l'avenue de Mai. En vérité, le chaudron de la colère populaire montait en pression depuis bien avant. Pendant son administration, Menem a déjà appliqué un programme inverse de celui qu'il avait promis : au lieu de hausser les salaires, il les a fait baisser ; il a commencé à pourrir ouvertement tous les milieux, tous les principes d'humanité. Il y a plusieurs années que se produisent, dans différentes régions du pays des manifestations sociales, quelques-unes pacifiques, d'autres violentes. Il serait long de les énumérer, mais disons que les protestations ont parcouru le pays du nord au sud – depuis la Quiaça

L'Argentine entre la misère et le cacerolazo

Une communication de la Fédération libertaire argentine

jusqu'à la Terre de Feu, que séparent 4 500 kilomètres. Cependant, par leur importance et par le nombre de morts occasionnés par la police, il faut citer les manifestations de Neuquén, de Corrientes, de Salta, d'Ushuaia et, récemment, dans la capitale et son agglomération, où la répression a fait près de 30 morts. Les causes : non-paiement des salaires des fonctionnaires, chômage (il avoisine 25 %, sans compter le sous-emploi), non-respect des prétendus programmes « travailler » (150 pesos qui ne suffisent pas pour couvrir le cinquième de la consommation mensuelle d'une famille), le manque de médicaments et de matériels essentiels dans les hôpitaux et, pour finir, l'inactivité dans les écoles en raison des grèves d'enseignants qui passent des mois sans percevoir leurs salaires ; tout cela renforcé par la chute des rentrées fiscales – non admise officiellement en termes réels.

Le plus grave, ce n'est pas seulement que les salaires et les aides ne sont plus versés. La plupart du temps, bien que figurant dans les budgets nationaux ou provinciaux, ils finissent dans les poches de fonctionnaires corrompus et de leur clientèle qui non seulement agit comme « force de choc » mais constitue dans certains lieux un facteur prépondérant pour renverser le résultat d'une élection en leur faveur. On a connu le cas, notamment, d'un politicien dont l'habitation dans un village avait été incendiée, et qui se retrouva peu de temps après élu gouverneur dans des élections « démocratiques ». Le féodalisme qui règne encore dans beaucoup de provinces en Argentine étonnerait plus d'un observateur étranger habitué aux règles de ce jeu qu'on appelle la démocratie. Cela, ajouté au trafic de drogues, a permis l'arrivée au pouvoir de la mafia politique avec la recette électorale Menem-Duhalde, celle qui s'est ensuite vendue aux États-Unis et à Bill Clinton.

Traditionnellement, l'Argentine a été considérée comme un pays « potentiellement » riche, par ses ressources naturelles, par la dimension de son territoire, par ses prairies, ses forêts, son littoral maritime, son pétrole. La situation actuelle est totalement différente. Les politiques économiques mises en œuvre par les différents gouvernements au bénéfice d'organismes bancaires comme la Citibank, la Fédéral, Boston, HSBC, BBVA (française), Santander, la Galice, parmi beaucoup d'autres entreprises privatisées

et de multinationales, ratifiées par les législateurs de tous les partis politiques (à de rares exceptions près) ont abouti à la destruction de toutes les entreprises nationales, publiques et privées. Cette situation est aujourd'hui évidente et apparaît avec une plus grande clarté dans le cas Repsol-YPF¹ : l'État argentin – par le biais de ses administrateurs et législateurs corrompus – a aliéné les ressources minérales et le sous-sol, en favorisant l'entreprise espagnole avec des exonérations incroyables d'impôt sur le revenu, entre autres prébendes ; seules les communautés indigènes et les populations où se trouvent les gisements défendirent l'écosystème dès le début, allant jusqu'à monter dans des arbres et s'y attacher pour empêcher l'avance des bulldozers là où doivent être installés des oléoducs.

Heureusement, le peuple argentin paraît s'éveiller de ce rêve de grandeur que répètent traditionnellement les manuels scolaires. Et il y a longtemps qu'il se méfie des promesses pré-électorales et de ceux qui les prodiguent mais, jusqu'à présent, il avait adopté une attitude d'indifférence égoïste en profitant des miettes que les effets de balancier de la politique lui procuraient. Le chacun pour soi, la consommation, l'aspiration à devenir un bon bourgeois ou la possibilité d'être dans la course, paraissent être la règle, quand on ne leur offrait pas ouvertement la possibilité de privilèges et de faire partie de ce show auquel prennent part avec délice des politiciens et des fonctionnaires de tout poil avec lesquels, à moindre coût, la télé sature nos écrans. Notre journalisme, à de rares exceptions près, n'effectue pas de recherches indépendantes, mais simplement adhère aux directives des entreprises médiatisées en connivence avec les pouvoirs politico-financiers.

Nous avons dit que le peuple paraît s'éveiller, mais... nous ne devons pas baisser la garde. Persiste aussi dans la société argentine la forte présence d'une culture fasciste de droite – dont le gouvernement est un fidèle représentant – et, dans une moindre mesure, d'une gauche autoritaire et « verticaliste ». Nous

ne croyons pas qu'il y ait d'opportunité pour ces expériences. Mais le colonel Seineldin se propose comme une option pour les nationalistes de droite. De la gauche, pulvérisée et exsangue en raison d'éternels conflits, il ne convient pas d'attendre une ouverture. Comme nouveauté, on pourrait signaler l'irruption sur la scène politique du parti Autonomie et Liberté, conduit par l'actuel député Luis Zamora, jadis chef d'un important groupe trotskyste, le MSA (Movimiento al socialismo), qui apparaît avec un discours fortement critique à l'égard du système.

La confiscation de l'épargne, le chômage, la faim et la détresse ont produit une forme de lutte inconnue dans notre pays : les *cacerolazos* et les assemblées de quartier. Ces assemblées de quartier et ses commissions regroupent les sans-emplois, les précaires, les marginali-

prétendent les utiliser à leur profit. Mais l'assistance a appris à distinguer quand elle écoute un certain discours, son parfum de faisandé.

Anarchistes, nous savons que les solutions ne pourront être trouvées à l'intérieur du système, bien que nous ne devions pas écarter qu'avec un changement de têtes à tous les niveaux des instances dirigeantes, la situation puisse s'acheminer vers un adoucissement des conditions actuelles.

Dans un autre ordre d'idée, la remise en cause de la cour suprême de Justice est un des points exigé avec la plus grande force. Nous croyons exemplaire de signaler certains exploits de ce tribunal : les privatisations de Menem – entachées de nullité par les pots-de-vin qui les ont facilitées – « le Plan Bonex » de Cavallo en 1992, la flexibilisation du travail, le non-lieu accordé à des fonctionnaires corrompus et, cerise sur le gâteau, l'exonération de Menem dans sa participation, pourtant déterminante, dans le trafic d'armes – et dans l'explosion de la poudrière de Rio Tercero. Le comble, c'est que les membres de cette cour ont des salaires exorbitants – qui, selon la Constitution, ne peuvent pas être diminués, et sont exempts d'impôts grâce à un règlement décidé par eux-mêmes !

Chaque expression de nos voisins se transforme en une pensée



Arrestation lors des manifestations du 20 décembre

sés et exclus de la société capitaliste : travailleurs, petits commerçants, artistes, artisans, tous voisins. Chacun a ses caractéristiques propres, mais le refus de la délégation, l'autogestion, l'horizontalité et l'abstention électorale sont des principes libertaires que nous entendons fréquemment. Sur ce point nous devons indiquer que ces assemblées, qui se réunissent dans plusieurs quartiers de Buenos Aires (Belgrano, San Telmo, Almagro, Caballito, entre autres), en plus d'effectuer hebdomadairement une réunion générale de coordination dans le parc Centenario, ont constitué de précieux espaces de débat et de délibération, non seulement par son assistance mais aussi par les sujets qui sont évoqués. Elles sont ouvertes à tous ceux qui le souhaitent, et c'est pourquoi il est fréquent que certains dirigeants politiques ou syndicaux

communautaire chargée de questions, où l'important c'est justement les questions et non les réponses. Nous pouvons dire aujourd'hui avec joie que pour ce qui est de l'action directe, l'acte a rejoint la parole. Il faut espérer que tous les Argentins sauront clairement qui ont été ceux qui ont limité nos libertés, ont marginalisé, exclu, poussé à l'exil nos proches et nos amis et ont hypothéqué le futur de nos enfants et de nos petits-enfants. Aujourd'hui, la peur dans notre société s'est transformée en courage.

Fédération libertaire argentine, conseil local

Traduction de Jacques du groupe Nada de Toulon

1. Repsol est une puissante société pétrolière espagnole.

UNE nouvelle fois, une poignée d'agents du Vatican, réunis dans une conférence des évêques de France, est partie en guerre contre une affiche de film. La raison en vient de ce que deux symboles y sont, scandaleusement, selon eux, associés : la croix chrétienne et la croix gammée. Le film en question traite de l'attitude du pape Pie XII envers le régime nazi et de ce que ses adversaires appellent, en particulier face à la Shoah, « le silence de l'Église catholique » à cette époque.

Au risque de décevoir les anticléricaux viscéraux, les insatiables bouffeurs de curés qui se seraient rangés à cet avis, l'honnêteté commande de reconnaître que nos évêques, comme on va pouvoir en juger, surent parfois rompre ce silence qu'on les accuse injustement d'avoir observé.

Le 18 mai 1940, au lendemain de la débâcle de l'armée française, est instauré dans le pays le régime collaborationniste du maréchal et très catholique Philippe Pétain. Mgr Delay, évêque de Marseille, ne parvient pas à garder ses sentiments pour lui : « Dieu, par votre intercession, monsieur le maréchal, travaille à sauver la France », lui dit-il lors de sa tournée triomphale de l'automne 1940. Il ajoute : « Voici que la voix d'un père et d'un chef s'est fait entendre. La France s'est dressée, dégagée du suaire de mensonge et de paresse qui cachait son vrai visage. » Mgr Dubois de la Ville Rabel, archevêque d'Aix, ne peut se retenir lui non plus : « Nous devons tous nous serrer sans hésitation autour de l'illustre maréchal. Reconnaître en principe et en acte le seul gouvernement légal de la France, c'est faire acte de bon Français. Ce serait un véritable crime, dans les circonstances actuelles, d'agir autrement, ou même de réserver son adhésion. » Mgr Lausanier, directeur du séminaire des Carmes, fait savoir, le 4 février 1942, que « les Français doivent obéir à Pétain, non à de Gaulle ».

Bien sûr, on pourrait penser qu'il s'agit là de folles initiatives individuelles et non de la position officielle de l'Église de France. Aucun de ces pétainistes enthousiastes ne sera pourtant invité par la haute hiérarchie catholique à se montrer plus modéré dans ses convictions. Au contraire. Elle fera d'ailleurs connaître sa position, à l'issue de deux réunions des cardinaux et évêques, le 24 juillet 1941 pour la zone occupée et le 5 septembre pour la zone dite libre : « Nous vénérons le chef de l'État, et nous demandons instamment que se réalise, autour de lui, l'union de tous les Français. Nous encourageons nos fidèles à se placer à ses côtés dans l'œuvre de redressement qu'il a entreprise sur les trois terrains de la Famille, du Travail et de la Patrie, en vue de réaliser une

L'Église de France sous l'Occupation

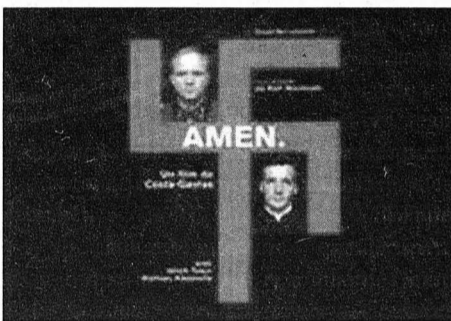
Un silence fracassant

France forte, unie, cohérente. Pour ce grand œuvre, nous leur demandons d'unir leurs efforts à ceux de leurs concitoyens. » Qui a parlé du silence de l'Église ?

Cette déclaration publique, il faut le signaler, parut excessivement compromettante à certains catholiques de la région Nord. Le cardinal Liénart, archevêque de Lille, les rappela bien vite – et sèchement – à l'ordre, suivi du cardinal Gerlier. Si, par le passé, les divergences avaient pu « être possibles, légitimes, fécondes peut-être, aujourd'hui elles prendraient figure de crime », affirma ce dernier le 15 janvier 1941. Ce régime de Vichy que l'Église catholique a donc tant aimé et épaulé – « Travail, Famille, Patrie sont inclus rigoureusement, et en leur conception la plus élevée, dans le mot "religion catholique" », est-il écrit dans *la Croix* du 13 décembre 1942 – va, on le sait, collaborer allégrement avec l'occupant nazi. « Contre les puissances démoniaques, l'Archange Gabriel brandit son épée vengeresse, brillante et invisible. Avec lui sont unis et marchent les peuples chrétiens et civilisés qui défendent leur patrie, leur avenir aux côtés des armées allemandes », écrit le cardinal Baudrillard, le 3 décembre 1941, dans *la Croix*, qui, par ailleurs, paraîtra sans problème durant toute cette période. Dès le 27 novembre 1940, les amateurs de ce journal avaient d'ailleurs été prévenus : « Nos lecteurs savent que nous ne répugnons pas, au contraire, à l'idée de collaboration, en quelle faveur nous la tenons, ainsi que la façon dont nous la concevons : conformément aux exigences de notre foi, la politique de collaboration s'impose. » En matière de silence, on a fait plus discret...

Le 17 février 1943, le régime de Vichy instaure le service du travail obligatoire, l'un des volets de cette collaboration active. Là encore, l'Église a son avis sur la question,

exprimé par l'évêque Martin, du Puy, qui déclare, le 26 mars : « Le devoir des travailleurs est de partir courageusement. » Une certaine inquiétude se fait toutefois sentir, exposée par un porte-parole angoissé du monde catholique, le père Dillard, un jésuite : « Si de nombreux chrétiens ne se rendent pas en Allemagne, il se constituera



là-bas une masse prolétarienne athée, plus ou moins encadrée clandestinement par les communistes, qui, après la victoire de l'Armée rouge, refluera sur l'Europe occidentale pour y être le fer de lance de la révolution bolchevique. » Autre outil efficace de la collaboration, la sinistre Milice, créée au début de l'année 1943. On peut lire dans *la Croix* du 1^{er} février : « La France a beaucoup à attendre de la création de la Milice qui sera l'armature de l'État nouveau, et l'on précise en particulier que son rôle, s'il doit être la défense de la Révolution nationale contre ses adversaires, et notamment contre le bolchevisme, sera en même temps profondément social. » Beaucoup de choses furent dites et écrites sur cette fameuse Milice, mais il est à noter que seule l'Église, rompant encore une fois son prétendu silence, a vu en elle un aspect social...

Le 3 octobre 1940 est promulgué le statut des Juifs. On connaît l'amour profond que les catholiques portent depuis toujours à cette « catégorie » d'individus. Il leur fut difficile, à cette occasion, de ne pas le réaffirmer haut et fort. En octobre 1941, le cardinal Gerlier, archevêque de Lyon, déclare : « Personne ne reconnaît mieux que moi le mal que les Juifs ont fait à la France. » L'évêque Caillot, de Grenoble, s'en prend dans une homélie « à cette autre puissance non moins néfaste des métèques, dont les juifs offrent le spécimen le plus marqué ». Mgr Delay, au lendemain de la conférence de Wansee qui vient de décréter la « solution finale », déclare publiquement : « Nous n'ignorons pas que la question juive pose de difficiles problèmes nationaux et internationaux. Nous reconnaissons bien que notre pays a le droit de prendre

toutes mesures utiles pour se défendre contre ceux qui, en ces dernières années surtout, lui ont fait tant de mal. » Ah ! ces fameuses « mesures utiles »...

Les 16 et 17 juillet 1942 a lieu la rafle du Vel' d'Hiv'. Au même moment se tient à Paris l'assemblée annuelle des cardinaux et évêques. Poussée par l'opinion, tout de même un peu émue, elle adoptera un texte, qu'elle refusera de rendre public, remis à son ami Pétain. Le nonce apostolique lui-même, Valerio Valeri, qui en prend connaissance, le qualifiera de « protestation platonique ». Un ange passe... Peut-être, en effet, peut-on parler là du silence de l'Église...

En pleine répression antisémite, le cardinal Gerlier reçoit Xavier Vallat, commissaire général aux affaires juives – « Excellent ! excellent chrétien, Vallat ! », s'exclamera Gerlier –, pour évoquer le « problème ». L'entente fut parfaite, déportation et spoliation des Juifs n'entraînant aucun désaccord. Une divergence va pourtant séparer un instant les deux personnages. Elle portera sur la définition du Juif. Vallat le définissait par sa seule ascendance. Gerlier aurait voulu quant à lui qu'il soit tenu compte des croyances, souhaitant voir exclu des mesures répressives le Juif converti (au catholicisme, cela va de soi). C'est à des détails comme ceux-là qu'on reconnaît les belles âmes.

De son côté, Pétain, dans la crainte sans doute de ne pas bénéficier d'une bonne place au paradis, écrivait le 7 août 1941 à son ambassadeur au Vatican, Léon Bérard, pour connaître l'opinion du pape sur les mesures antijuives adoptées en France. Bérard répondit qu'après consultation le Vatican n'y voyait rien à redire. Le nonce Valerio Valeri, souhaitant confirmation, s'adressa alors au cardinal Maglioni, secrétaire d'État à la curie. Ce dernier, après entretien avec le cardinal Martini, qui allait devenir Paul VI, confirma l'avis du pape.

Jusqu'au bout, l'Église, à travers les plus hauts représentants de sa hiérarchie, soutiendra le régime de Vichy. Le 26 août 1944, trois mois après le Débarquement et lendemain de la libération de Paris, Mgr Mar-mottin écrit : « Le catholique commet un péché, et qui peut être grave, s'il prend le parti des rebelles, de ceux qui refusent de reconnaître le chef de l'État » (le chef de l'État, faut-il le préciser, c'est encore Pétain). L'évêque de Clermont, à la même époque, déclare au cours d'une messe : « À l'heure actuelle, toute décision trahit nos morts. Si, aujourd'hui, nous, Français, nous étions un seul peuple obéissant à son chef (le chef, faut-il encore le préciser, c'est toujours Pétain) au lieu de prendre des mots d'ordre intéressés, suspects et criminels de l'Étranger, bien que vaincus tous les espoirs, nous seraient permis. »

Comme on le voit, il est faux de prétendre que l'Église s'enferma dans un silence coupable durant cette triste époque. Coupable, assurément ; mais silencieuse, sûrement pas ! En 1944 encore, voici la version que des catholiques faisaient connaître sur les événements du moment : « La guerre est survenue. Pourquoi ? Parce que, voulant se libérer du judaïsme, cancer international, l'Allemagne a pris contre ses Juifs les mesures de protection que l'on connaît. Chaque jour, des hommes, des femmes et des enfants meurent par centaines en Europe, à cause des Juifs. Où sont les victimes ici ? Les Juifs cependant osent réclamer justice à grands éclats de diffusions radiophoniques. Le chrétien peut leur répondre : « Vous repasserez ; nous avons déjà donné. » Amen !

Jean Robin



Marcel Iures et Mathieu Kassovitz, dans le film de Costa Gavras.

Projet de création d'une usine de mariages en série



LA CAMARADE Révolution nous a fait part de sa grande peine. Les gens continuent à se marier... La camarade Révolution croyait que l'esprit et la morale des gens se seraient un peu améliorés, mais elle se rend compte que l'esprit et la morale des gens ne sont pas susceptibles d'être améliorés. Les gens continuent à se marier... Devant cette épouvantable réalité, nous essayons de rendre ses inévitables conséquences hygiéniques. Les hommes continuent à aimer certaines modalités d'oppression. Voyons au moins s'ils iront jusqu'à s'exposer eux-mêmes au pilori.

Projet

Emplacement : l'usine de mariages en série sera située loin de tout centre urbain. Il n'est pas convenable que les tragédies se déroulent à la vue du public car elles démoralisent énormément. De plus, les difficultés d'accès à l'usine donneront plus à réfléchir aux sots.

Matériaux de construction : ils seront de telle qualité qu'ils étoufferont tout bruit. Ce qui se passe à l'intérieur n'intéresse personne et il vaut toujours mieux ne pas écouter les interjections de ceux qui viendront demander des comptes sur le mauvais résultat de leur affaire.

Dépendances : une salle d'attente, divisée en compartiments pour deux personnes à l'aide de cloisons élevées à mi-hauteur. L'isolement est rigoureux pour le cas où il y aurait des épidémies. Un salon de cérémonies et un toboggan pour la sortie.

La rapidité est nécessaire pour qu'il n'y ait pas lieu de se repentir. À chacun sa loi.

Matériel : il sera de deux sortes :
- Obligatoire : une douche froide ; un comité pleinement convaincu de la très grande importance de sa mission ; un écriteau

qui dira : passe si tu l'oses ; un tampon rouge ou rouge et noir pour le cachet.

- Facultatif : un bâton.

Bibliothèque : Un exemplaire des *Commandements du bon sens*.

Dépendances annexes à l'usine : un magasin de rivets, de fers à chevaux, d'anneaux et de chaînes. Une trichromie allégorique de la liberté.

Fonctionnement de l'usine : il est bref. Les individus attendent, par couples, dans des compartiments pour deux. Ils passent ensuite au salon de cérémonies. Ils ne peuvent rien faire, absolument rien, avant d'avoir obtenu le cachet. On leur tamponne un petit reçu, les deux joues, et le linge de corps de chacun.

Alors le comité, cérémonieusement, leur dit les *Commandements du bon sens* qui peuvent se résumer à trois :

- Lorsqu'il y avait un curé, c'était le curé qui vous trompait ; maintenant, c'est nous qui vous trompons puisque c'est pour cela que vous venez.

- Celui qui ne peut se passer de la garantie de la propriété et de la fidélité mérite que les plus viles oppressions pèsent sur son cœur (danger d'asphyxie).

- Le passage par l'usine donne droit à un brevet d'idiot et prédispose à deux ou trois déboires quotidiens. Nous savons ce à quoi nous nous exposons.

La cérémonie est gratuite. Le malheur de ceux qui y vont est déjà suffisamment grand. Ensuite, on leur met le collier et la chaîne, on leur fait embrasser la trichromie du *Communisme libertaire* et on les projette par le toboggan.

Pour éviter toute altération dans la bonne marche de l'usine, il faut mettre cette pancarte à la sortie : « Les réclamations ne sont pas admises. »

Mujeres libres, VIII^e mois de la Révolution

C'est la nature !

VOICI deux courts extraits, professant des avis plutôt opposés, mais qui ont un ressort en commun. Dans l'un comme dans l'autre, l'individu n'a pas le choix : il doit se conformer à ce que dame

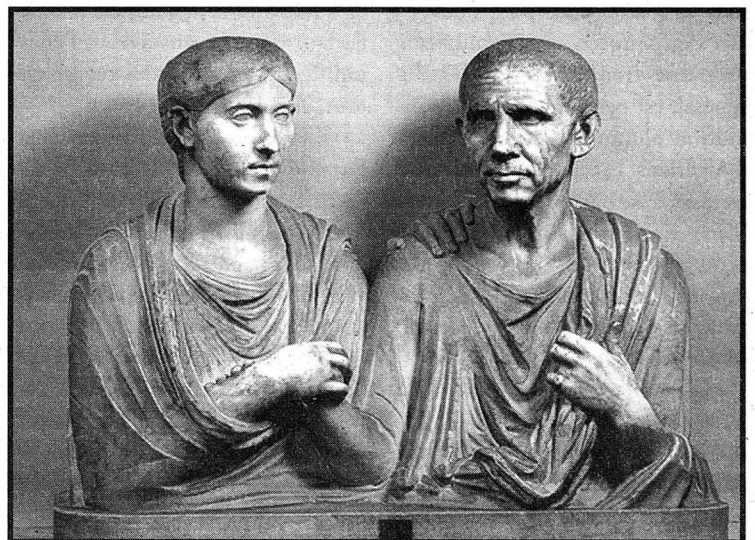
Nature réclame de lui, sous peine d'encourir les pires maux. Quant à ce qui constitue l'objet des désirs de cette maîtresse exigeante, les avis divergent. Mais de toute façon, la science a parlé. Il faut lui obéir...

IL EST ABSURDE de présenter la conservation indéfinie de la virginité sexuelle comme une vertu, parce qu'elle est plus souvent le résultat de la sécheresse du cœur et de la frigidité des sens, ou encore de la peur de la grossesse et du scandale, qu'elle n'est le signe d'une moralité élevée. Il est non seulement absurde, mais inhumain, de considérer comme une souillure la défloration, alors qu'il s'agit d'un acte entièrement normal, conséquence de l'amour, et sans lequel ne pourrait être assurée la perpétuité de l'espèce.

S'il n'est pas bon que des rapports conjugaux aient lieu entre des sujets trop jeunes, encore inaptes à la procréation, s'en abstenir totalement n'est pas chose meilleure, lorsqu'il s'agit de personnes formées, ayant atteint l'âge où ceci acquiert la valeur d'une nécessité d'ordre physiologique, pour l'équilibre de l'être humain.

Chez les hommes, l'abstinence sexuelle détermine des pertes séminales involontaires, des névralgies testiculaires, des maux de tête, de la dépression morale et de la surexcitation nerveuse, un sommeil agité accompagné de rêves épuisants. Cela peut conduire aux formes les plus graves de la neurasthénie.

Chez les femmes, on voit apparaître la langueur, l'insomnie, les digestions pénibles, une irritabilité capricieuse remplaçant la gaieté, des troubles menstruels, l'anémie, des perturbations émotives et génés-



siques. Il n'est pas rare de voir de fort belles filles, pleines de santé et de vigueur, se transformer en quelques années, sous l'influence d'un célibat qui se prolonge, et devenir maigres, jaunes, mélancoliques ou acariâtres, précocement hommes.

Pour l'homme comme pour la femme, la virginité stagnante c'est encore, sans profit aucun pour l'intellect, une propension dangereuse aux déviations sexuelles, suites fréquentes de refolements prolongés.

Se résigner à tous ces maux peut être justifié par d'impérieuses nécessités sociales. Il est insensé de

les accepter par scrupules moraux, ou fanatisme religieux, lorsque l'on pourrait jouir d'une existence plus heureuse et conforme aux exigences naturelles.

C'est dans l'harmonieux développement de toutes, pour le plus grand bénéfice de chacune, que nous pouvons porter nos facultés, quelles qu'elles soient, au maximum de puissance durable et non dans la compression barbare d'une moitié de notre être, soi-disant au bénéfice de l'autre moitié.

Jean Marestan

Encyclopédie anarchiste, 1934



UNE BROCHURE, *Immoralité du Mariage*, de René Chau-ghi, préfacé par Cathy Ytak, a été éditée par la Question sociale. Elle est disponible à Publico (4,55 E)

Acte génital

L'ACTE génital a une très grande influence sur la vitalité et l'activité de l'homme. Fréquemment répété, il épuise l'homme et conduit à une déchéance prématurée. La neurasthénie, l'hystérie, les dégénérescences, qui deviennent de plus en plus fréquentes chez l'homme, n'ont d'autres causes que l'épuisement de la réserve vitale par les fonctions sexuelles. Tandis que la femme ne subit aucune perte d'énergie et que la pratique de la fonction sexuelle s'accomplit chez elle sans aucun sacrifice, l'homme y laisse une partie de sa force, de son intelligence, de son activité. Le surmenage génital conduit l'homme fatalement à la déchéance cérébrale.

Docteur A. Narodetzki

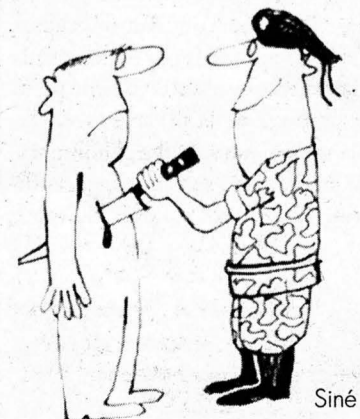
in Livre de santé et d'hygiène, la médecine végétale et le régime biologique, 1912.

LES 26, 27 et 28 novembre 2001 s'est tenu à Paris le procès du général Aussaresses, auteur du livre *Services spéciaux en Algérie, 1955-1957*, et de ses éditeurs, Xavier de Bartillat et Olivier Orban, à la suite de la plainte déposée par la Ligue des droits de l'homme pour « apologie de crimes de guerre », délit réprimé par l'article 24 de la loi du 29 juillet 1881.

La torture, une pratique courante

Radios, télévisions et presse écrite sont au rendez-vous pour l'ouverture de ce procès, mais le public, à part une trentaine d'affidés du général, est peu nombreux et, surtout, ne compte pratiquement pas d'Algériens. En appelant Paul Aussaresses à la barre, la présidente, Mme Bezio, lui précise que la peine encourue est de cinq ans de prison et de 300 000 F d'amende, avant de l'inviter à s'expliquer sur les faits reprochés.

C'est la mort de son frère en 1999 qui l'incite à rédiger ses Mémoires : une somme de plus de mille pages dont deux cents consacrées à sa période algérienne et, au printemps 2000, il dépose le manuscrit auprès des éditions Plon car « c'est l'éditeur du général de Gaulle ». Parallèlement, il est contacté par une journaliste du *Monde*, Florence Beaugé, qui enquête sur la pratique de la torture pendant la guerre d'Algérie. Le général, qui s'ennuie, est flatté qu'on s'intéresse à lui et accorde plusieurs entretiens à l'automne 2000. L'interview paraît dans le *Monde* du 23 novembre avec ce chapeau : « Je me suis résolu à la torture... J'ai moi-même procédé à des exécutions sommaires. » Entre-temps, son manuscrit lui a été retourné par Plon mais, « grâce à des amis », il a pu l'adresser aux éditions Perrin, filiale de Plon. Au lendemain de la parution de l'interview, le directeur de Perrin, de Bartillat, le contacte et lui fait signer un contrat pour un ouvrage qui portera uniquement sur sa période algérienne. « J'ai accepté qu'on ne publie qu'un cinquième de mon livre car il s'agissait d'un devoir de témoignage. » Il reconnaît toutefois avoir été « aidé » par un dénommé Claude Ribes pour la mise en forme du manuscrit, mais affirme l'avoir rédigé tout seul et en assume entièrement le contenu.



Siné

Et il poursuit : « Avant mon arrivée en Algérie, en novembre 1954, en ma qualité d'officier de renseignements, je n'ai jamais torturé. Sur place, j'ai appris que c'était une pratique courante de la police, et que tout le monde à Paris savait qu'elle était utilisée. » À propos des exécutions sommaires, il raconte comment en août 1955, à la mine d'El-Halia, située dans les environs de Philippeville, une trentaine de Pieds-noirs ont été massacrés par le FLN et comment « une petite fille se cognait aux murs de la pièce où elle était enfermée parce qu'on lui avait crevé les yeux ». Il a lui-même conduit directement au peloton d'exécution la soixantaine de « fells » faits prisonniers lors de l'assaut qui s'est ensuivi : « J'étais indifférent : il fallait les tuer, c'est tout, et je l'ai fait. »

Il évoque ensuite l'épisode de la Bataille d'Alger. « Début 1957, j'étais à Alger aux ordres du général Massu. Comme il fallait obtenir coûte que coûte des renseignements afin de démanteler l'appareil clandestin du FLN, il m'a dit : « Faites au mieux ; je vous couvrirai ». Certes, l'ordre de torturer ne m'a jamais été formulé de façon explicite mais il n'y avait pas d'autre solution, et je n'ai jamais été réprimandé pour ce que j'ai fait. On avait simplement l'ordre d'éradiquer le terrorisme par tous les moyens. » À la présidente qui lui demande pourquoi il n'a « pas dit non », il répond, fébrile : « Je ne pouvais pas, j'étais militaire de carrière ; cela aurait été une tra-



Siné

hison ! » Il ajoute que ces pratiques étaient « couvertes » par le juge Béral, émissaire auprès de Massu du garde des Sceaux de l'époque, François Mitterrand. « Béral communiquait avec lui par téléphone tous les jours. Nous étions devenus très amis ; il était absolument au courant de tout. » Notamment du fameux rapport quotidien rédigé par Aussaresses mentionnant les interrogatoires « poussés » et les assassinats maquillés en « suicides », dans un carnet de type Manifold en quatre exemplaires : « Un pour Massu, chef opérationnel pour Alger, un pour Lacoste, le résident général, un pour Salan, le commandant en chef, et un pour archive. »

Mme Bezio lit alors l'un des quarante paragraphes de son livre pour lesquels il est poursuivi : « L'homme refusait de parler. Alors, j'ai été conduit à user de moyens contraignants. C'était la première fois que je torturais quelqu'un. Cela a été inutile ce jour-là.

La torture d'État et...

Le type est mort sans rien dire. Je n'ai pensé à rien. Je n'ai pas eu de regrets de sa mort. Si j'ai regretté quelque chose, c'est qu'il n'ait pas parlé avant de mourir. » Le général lève les bras au ciel : « Madame le président, je l'ai fait parce qu'il fallait le faire ! Aucune de mes victimes n'était innocente. On ne torturait que des terroristes. » « Vous étiez juge et bourreau ? », lui demande Henri Leclerc, l'avocat de la Ligue des droits de l'homme. « Oui » « Avez-vous des regrets ? » « Non » Et il ajoute : « J'ai accompli des actes de torture par patriotisme. »

Il y aura un avant et un après Aussaresses

Le débat s'attarde ensuite longuement sur la responsabilité des éditeurs. PDG de Plon, Olivier Orban affirme n'avoir eu connaissance de l'ouvrage qu'une fois achevé car c'était du domaine des éditions Perrin qu'il ne fait que superviser. « Lorsque je l'ai lu, je me suis dit : c'est affreux, c'est terrible mais il faut le sortir ; au nom de la liberté d'expression, au nom de la vérité, même si elle dérange, blesse, offusque. » Il estime qu'il n'a pas à juger et à sa conscience pour lui : « Je n'ai fait que mon devoir et j'ai rendu service à la France », s'exclame-t-il, un brin théâtral.

Quant à Xavier de Bartillat, directeur de Perrin, son récit est tellement confus, alambiqué et rempli de contradictions qu'on a du mal à démêler l'écheveau de la genèse du livre qui peut se résumer ainsi. Lorsqu'il a pris connaissance du manuscrit, il s'est contenté d'y jeter « un œil distrait », l'ensemble lui apparaissant comme un « ramassis de choses inexploitable, impubliables en l'état ». Affirmant que seules quinze à vingt pages concernaient l'Algérie, il reconnaît que c'est à la suite du « coup de tonnerre » de l'interview paru dans le *Monde*, suivi du coup de fil « d'un ami, Claude Ribes », que tout s'est enchaîné : signature du contrat, ouvrage centré sur l'épisode algérien et « aide » à l'écriture pour l'étoffer. À la lecture du « produit fini », il affirme avoir eu une « réaction de choc », mais conforté par ses conseillers, il l'a publié car « il s'agit d'un livre capital au regard de l'Histoire avec un grand H. Il y aura un avant et un après Aussaresses ». Questionné sur le plan financier de l'opération, il

mentionne une « mise en place » de 23 000 exemplaires et une vente à ce jour de 100 000 exemplaires. Un beau coup d'édition...

Qui a tué Maurice Audin ?

Pierre Vidal-Naquet clôt cette première journée d'audience alors qu'il est plus de 20 heures passées. Pour lui, ce livre a été écrit « avec une sourde satisfaction » qui qualifie bien l'apologie qu'on lui reproche. Indiquant qu'il ne l'aurait pas publié dans la collection qu'il dirige, il rétorque à maître Collard, l'avocat d'Aussaresses, qui brandit la liberté d'expression : « Je ne publie pas de document brut ; je veux une remise en situation, un éclairage, des analyses. Ici, je ne vois pas de niveau réflexif, il y a seulement de l'apologétique. Je ne reproche pas la publication mais l'habillage. » D'autre part, le général est sélectif dans ses révélations : « Il ne dit rien sur Maurice Audin alors qu'il sait. » Et, se tournant vers lui, d'une voix forte : « Où Maurice Audin a-t-il été enterré ? Madame le président, je le demande publiquement à Aussaresses. »

La présidente : « Levez-vous, général, et répondez ; c'est un point d'histoire. »

Aussaresses : « Je n'ai aucun élément. »

Vidal-Naquet : « Je ne vous crois pas. »

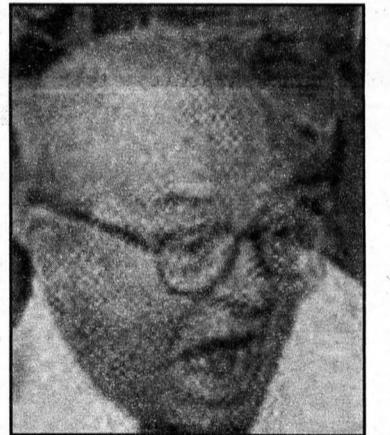
C'est un petit homme à l'allure décidée qui introduit la deuxième journée : « Henri Alleg, 80 ans, journaliste ». Après avoir sobrement mentionné son itinéraire de directeur du journal communiste *Alger républicain*, contraint à la clandestinité, arrêté en juin 1957, torturé, jugé à huis clos, condamné à dix ans de prison et évadé, il explique qu'à l'époque « on savait » pour la torture, se reportant notamment à son livre *la Question*, écrit et sorti clandestinement de



Siné

prison en février 1958, reproduit à des dizaines de milliers d'exemplaires malgré les différentes mesures de saisie dont il fit l'objet. Il considère le livre d'Aussaresses comme « nocif », d'autant qu'il ne contient aucune révélation si ce n'est qu'il confirme que les « suicides » d'Ali Boummendjel, avocat rallié au FLN, et de Ben M'Hidi, le chef de la rébellion pour l'Algérois, qu'il qualifie un peu hâtivement de « Jean Moulin algérien », étaient bien des assassinats. Par contre, Aussaresses ne dit rien sur Audin alors « qu'il sait parfaitement qui l'a tué et comment il a été tué ».

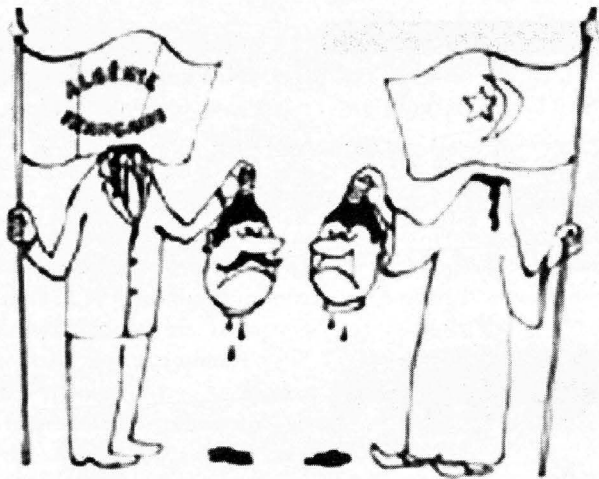
C'est au tour de Simone de Bollardière d'enfoncer le clou. Dénonçant le véritable lavage de cerveau que subissaient les appelés de la part des parachutistes officiant à la villa Susini pour les contraindre à participer à la torture, elle donne en exemple son mari, le général Paris de Bollardière, seul officier supérieur à avoir dénoncé la torture, ce qui lui a valu une condamnation à deux mois de forteresse par le gouvernement de Front républicain ! Elle aussi interpelle Aussaresses, qui a été l'adjoint de son mari en Indochine, à propos d'Audin :



« Qui a tué Audin ? » et avance un nom : « Jean-Marie Le Pen ? » Mais elle obtient la même réponse que les autres : « Je ne sais pas ce qu'est devenu Audin. »

« Entre se salir les mains ou accepter la mort d'innocents, je choisis de me salir les mains »

Vient maintenant le tour des témoins de la défense et d'abord de celui par qui le scandale arrive, Claude Ribes, soupçonné d'être le véritable auteur du livre. Écrivain et romancier, il explique qu'Aussaresses lui a été présenté il y a deux ans par « des amis communs » comme quelqu'un ayant eu un rôle important dans la Résistance pendant la Deuxième Guerre mondiale et dans les Services spéciaux. Surpris par « sa culture étonnante, sa propension à citer les auteurs latins et la richesse de son vocabulaire », il l'incite à écrire ses Mémoires et apprendra quelques mois plus tard « qu'un manuscrit a



Siné

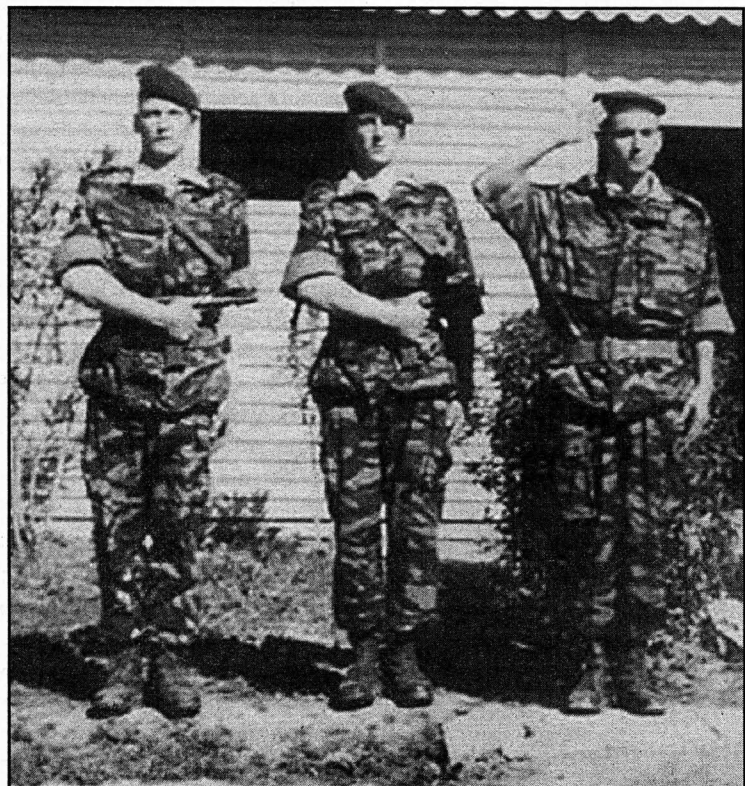
été déposé chez Plon ». Aussi, se déclare-t-il « stupéfait » du contenu de son interview dans *le Monde* mais pense « intéressant » d'informer son éditeur, de Bartillat, qu'il connaît Aussaresses. Un déjeuner à trois s'ensuit qui débouche sur la signature d'un contrat, et il est convenu que lui, Claude Ribes, l'« assistera dans la rédaction du livre ». Assistance qui se serait résumée à le rencontrer plusieurs fois et à lui faire préciser certains points. « Ma participation a été modeste : je suis simplement son premier lecteur. » La présidente insistant sur la teneur de son travail, il répond ironiquement : « J'ai corrigé quelques imperfections de syntaxe. »

Tout au long de l'après-midi, c'est le défilé sans grand intérêt des différents témoins cités par la défense jusqu'à l'intervention du général Schmitt. Ancien chef d'état-major de l'armée entre 1987 et 1991, il est lieutenant en Algérie au 3^e RPC en 1957 mais n'a pas connu alors Aussaresses. Ses premières paroles ne sont pas tendres pour ce dernier : « Je n'aurais jamais écrit ce livre même si j'avais fait de telles choses ; ni écrit ni publié car il s'agit de choses nuisibles pour l'armée française... Je crois que c'est l'œuvre d'un

homme fatigué, qui a été provoqué pour écrire ce livre. Il a manifestement été enregistré et rédigé par une plume auxiliaire... Les anecdotes qu'il contient relèvent du propos de popotes alors qu'il aurait dû être rédigé d'une plume grave. » Puis il stigmatise le « terrorisme du FLN qui s'était

...le procès Aussaresses

imposé par la violence auprès de ses coreligionnaires » et qu'il qualifie d'« organisation de tortionnaires ». Il cherche ainsi à justifier la torture pratiquée par l'armée, et que « le résident général Lacoste n'ignorait pas », car « on se trouvait en état de légitime défense d'une population civile, musulmane et française, en danger de mort ». Et de poursuivre : « Entre l'interrogatoire poussé d'un homme et la mort de centaines d'innocents par un acte terroriste, je choisis dans ce cas de me salir



les mains quitte à perdre une partie de mon âme. »

L'apologie constitue un abus de la liberté d'expression

Avec le troisième et dernier jour vient le temps du réquisitoire et des plaidoiries. Avocat du MRAP, partie civile aux côtés de la Ligue des droits de l'homme et de l'Association des chrétiens pour l'abolition de la torture, maître Mairat situe d'emblée le fond du débat : « C'est la première fois qu'une juridiction de jugement a à connaître de crimes commis pendant cette période noire de l'Histoire de France. » Il brosse le contexte de la colonisation : 132 ans d'injustice, de discrimination, d'apartheid de fait. « La vie d'un Arabe, d'un "bicot", d'un "bougnoule" n'avait pas la même valeur. » Quant au livre, « c'est un

document brut. Il n'y a pas d'analyse, de mise en garde, ce qui signe la supercherie des éditeurs. »

Conseil de l'ACAT, maître Aurenche affirme haut et fort qu'en aucun cas « la fin ne justifie les moyens » et réfute l'argument de ceux qui se prononcent contre la torture « sauf si... », pour conclure : « En déshumanisant, on se déshumanise. »

Henri Leclerc a la mine grave : « Ce procès met en jeu les valeurs fondamentales... Il n'y a aucune distance. Les crimes sont légitimes et légitimes... Aussaresses indique avoir agi "avec dégoût mais sans regret". Pas une fois, il ne dit que ce qu'il a fait est mal. La torture est justifiée, voilà l'apologie ! laquelle consiste à décrire, présenter ou commenter une infraction en invitant à porter sur elle un jugement moral favorable, et constituant ainsi un abus de la liberté d'expression. » Peu importe en conséquence la prescription ou l'amnistie puisqu'elle peut avoir trait à « des crimes réels, passés ou simplement éventuels ». Pour lui, « la force du droit doit s'imposer au-delà du droit de la force ».

Le livre signé par le général Aussaresses a provoqué une émotion considérable, une onde de choc, lui répond en écho Fabienne Goget, substitut du procureur. « Il trouble, il révulse parce qu'il justifie de façon choquante ce qui s'est passé en Algérie, et qu'il serait légi-

time d'y recourir encore. » Et ce qui est inédit, c'est qu'il s'agit d'une « auto-apologie » ! Mais elle stigmatise également le comportement des éditeurs. Aussaresses a signé mais le livre a été rédigé par un autre, Claude Ribes. C'est un livre « provoqué » ; il s'agit d'un « témoignage exploité pour faire du business ». Au nom « des valeurs démocratiques que ce livre insulte », elle requiert contre chacun des trois prévenus 100 000 F d'amende et la publication de la décision.

Aussaresses est un vrai héros

Premier à intervenir en défense pour les éditions Perrin, maître Zylberstein estime qu'il est trop facile de s'en prendre à l'éditeur qualifié de « bouc émissaire » et, après une comparaison osée entre Sade et Aussaresses, affirme qu'il faut faire confiance au lecteur, tout à fait capable de « faire la part des choses ».

Maître Lombard, pour Plon, commence par une formule d'un goût douteux : « J'émet un souhait : qu'Aussaresses, après avoir torturé des hommes, n'oblige pas le tribunal à torturer le droit ! » S'abritant derrière les lois d'amnistie, il soutient que la notion de « crime de guerre » ne peut être retenue, et qu'en conséquence il ne peut y avoir apologie d'une incrimination qui n'est pas constituée. Tout en cherchant à se démarquer d'Aussaresses – « il s'agit d'une page noire, dégoûtante de notre Histoire, et je dois dire que sur ce plan je me sens proche des parties civiles... » –, il estime que les éditeurs ont agi « au nom du devoir d'informer... et de l'importance majeure pour l'Histoire des faits rapportés », demandant en conséquence la relaxe.

Maître Collard, enfin, pour le général Aussaresses, dénonce deux visages de ce procès pour des faits remontant à plus de quarante ans : « Officiel : on poursuit l'apologie de crimes de guerre ; masqué : en condamnant, la justice condamnera les crimes eux-mêmes. C'est une session de rattrapage pour obtenir enfin une condamnation afin de reconnaître qu'ont été commis en Algérie des crimes de guerre. » Il s'agit d'un « procès politique » alors que son client a écrit son livre « par patriotisme. Il défendait la France. Aussaresses est un vrai héros... ». En outre, « si à la lecture de ce livre, on est révulsé, c'est que ce n'est pas une apologie. Quand on ferme ce livre, on ne peut plus être pour la torture ou alors on est toqué. »

Mise en délibéré, la décision rendue par le tribunal le 25 janvier 2002 conclut à la culpabilité des trois prévenus. Après avoir souligné que « ces actes et ces pratiques, bien que hors-la-loi, apparaissent avoir été connus et tolérés par les plus hautes autorités militaires et politiques de l'État français, de surcroît

jamais sanctionnés et amnistiés depuis plus de trente ans », il retient « la volonté de justifier les crimes commis qui établit le délit », tout en stigmatisant plus particulièrement le comportement des éditeurs. Ceux-ci ont manifestement « manqué de recul » et, en présentant Aussaresses comme « un héros de roman », ont pris « le risque d'encourager le passage à d'autres actes inhumains ». En conséquence, il les condamne deux fois plus lourdement : 15 000 euros d'amende chacun et 7 500 pour Aussaresses, les parties civiles obtenant l'euro symbolique à titre de dommages-intérêts.

Le masque de la raison d'État

Alors que les plus hautes autorités de l'État restent muettes, le général Aussaresses, en décrivant les crimes de guerre qu'il a ordonnés ou pratiqués, soulève le masque de la raison d'État. Au-delà de son absence de morale, il apparaît comme une



Parce que l'on défend. Siné

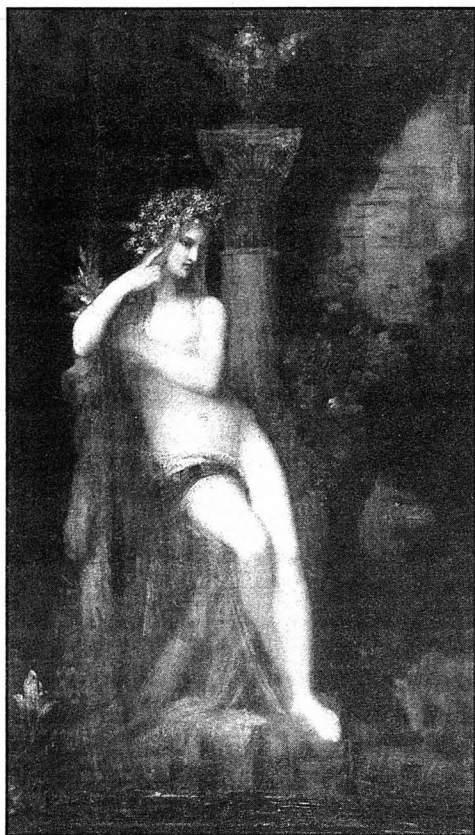
figure emblématique des méthodes utilisées pendant cette guerre coloniale pour briser la résistance du peuple algérien. Les actes de torture et les exécutions sommaires pratiqués par le « commandant O », lequel ne faisait qu'obéir aux ordres reçus, n'ont été rendus possibles que parce que le pouvoir politique l'a bien voulu et, seule, la fin de la guerre mettra fin à ce genre de pratiques¹. Quand donc la « patrie des droits de l'homme » se décidera-t-elle à regarder ce passé-là en face ?

Jean-Jacques Gandini

1. On apprendra tout de même du général Compagnon qu'Aussaresses était officier de liaison à Fort Bening, aux États-Unis, en 1962-1963, et que sa compétence technique en matière de guerre insurrectionnelle a été appréciée au moment où les Américains renforçaient leur présence au Vietnam.

2. Voir à ce sujet le remarquable ouvrage de Raphaëlle Branche : *la Torture et l'Armée pendant la guerre d'Algérie*, Gallimard, 2001, impliquant le régime gaulliste tout autant que la IV^e République.





vains passionnés de littérature « sociale » – entendez : la littérature qui s'intéresse au peuple) : *les Poètes sociaux, anthologie de poésies sociales*. Les deux auteurs citent André Veidaux comme un

« Homme, enfin, veuille et t'anarchise ! »

En 1896, il publie un recueil de poèmes, intitulé *Véhétement* (Bibliothèque artistique et littéraire). Qu'un poète se proclame

critique du despotisme paternel (« Paterfamilias »), jusqu'à un poème dédié à Sébastien Faure qui le met en scène « dans sa Tour d'ivoire à la Paix abbatiale ». Il n'oublie évidemment pas de combattre le cléricalisme, par exemple dans un poème intitulé « les Légendifiés ». Ironie de l'histoire : ce poème est

et c'est cela qu'il donne à lire au lecteur. Le poème intitulé « les Sauvages », en opposant la figure des Civilisés et celle des Sauvages, dessine en fait une critique de la civilisation basée sur la lutte pour la vie et le crime. Mais l'auteur, en prenant le contre-pied du discours commun qui érige le Civilisé en être parfait, évite de remplacer cette figure contestée par un autre modèle, et préfère montrer la force de subversion que recèlent les « sauvages » aux mœurs anarchistes – qui revendiquent leur liberté dans un refrain, simple et irrespectueux, en forme de provocation.

Encore plus surprenante, plus novatrice peut-être, est sa pièce de théâtre, parue deux ans plus tard, en 1898 : *la Chose filiale* (Bibliothèque artistique et littéraire, Société anonyme de la Plume). Il s'agit d'une pièce en cinq actes, en prose, qui devait être le premier volet d'une « tétralogie sociale » intitulée « la Famille ». L'ambition d'André Veidaux ? Rien moins que, par le théâtre, transformer complètement la Famille ! On voit dans cette pièce une famille bourgeoise, mise à nu par l'écrivain, exposée sur scène avec toutes ses hypocrisies. Dans la famille Gerlaine, on demande : le père, industriel de soixante ans, au caractère autoritaire. La mère, qui trompe son mari avec un vieil ami de la famille. Le vieil amant, donc, architecte, moralisateur hypocrite, qui fait quasiment partie de la famille. D'autant plus qu'il est en fait (coup de théâtre !) le véritable père de Clémence, la jeune fille de dix-neuf ans, à qui l'on veut faire épouser un ingénieur fat, bourgeois, inconsistant. Jusque-là, rien que de très banal, et le spectateur s'attend à assister à la représentation d'une énième pièce de boulevard. Seulement, dès la troisième scène apparaissent deux personnages plus inattendus : le fils des Gerlaine, Caius, étudiant en médecine, avec son ami Octave (un ouvrier d'art) qui naturellement est amoureux de Clémence. Tous les éléments de l'intrigue sont en place : dans un camp, la famille unie pour donner un époux convenable à Clémence, dans l'autre, le frère, Clémence et l'amoureux vont leur opposer une résistance acharnée. On n'oubliera pas le personnage du prêtre défroqué, qui refuse d'être plus longtemps complice de l'imposture cléricale, et s'allie aux jeunes gens ! Au fur et à mesure que la lutte s'organise, elle se globalise aussi : le débat dépasse largement le cadre de la famille, car c'est à cause de cette « Olympe de l'hypocrisie », que « les enfants [sont] si aptes à devenir bons soldats, bons salariés et bons électeurs !... » La pièce se termine par un happy-end, Caius, symbole de la révolte, réussissant à empêcher le mariage de sa sœur, et détruisant cette famille qu'il hait, fondée sur l'autorité du père et la soumission de la mère : le dernier acte montre le départ de Clémence avec son amant. Mais l'autorité paternelle n'est pas encore assez

À la recherche d'André Veidaux

La Fée aux griffons, Gustave Moreau

ANDRÉ VEIDAUX vivait à la fin du XIX^e siècle – à une période où art rimait avec anarchisme. C'est l'époque où Kropotkine, comprenant que « la plume » peut propager les idées anarchistes, appelle les artistes à entrer dans le combat libertaire. Jean Grave ouvre son journal *la Révolte* à la littérature anti-autoritaire, et lui-même se risque à écrire des romans (dont une utopie libertaire, *Terre libre*, en 1908), et même un drame en quatre actes, *Responsabilités !* (1904), qui met en scène un propagandiste par le fait. Charles Malato, lui aussi, se lance dans la fiction, en racontant comment se mène une grève (*la Grande Grève*, « roman social », 1905) et en mettant en scène l'affaire Dreyfus (*Barbapoux*, drame satirique en deux actes, écrit vers 1900). Quant à Louise Michel, elle écrit, durant ses nombreux séjours en prison, aussi bien des poèmes, des chansons, que des romans-feuilletons, des pièces de théâtre, sans oublier ses souvenirs. À côté de tous ces militants qui s'improvisent écrivains, de nombreux littérateurs, des hommes de lettres, rallient le mouvement libertaire : Octave Mirbeau, Georges Darien, mais aussi beaucoup de poètes – en particulier les symbolistes, qui « flirtent » un moment avec l'anarchisme. Car l'engagement est plus ou moins sérieux, plus ou moins durable. Pour André Veidaux, l'anarchisme semble bien avoir été davantage qu'un simple engouement passager.

C'est de lui – André Veidaux – que je voudrais vous parler ici, ou plutôt du peu que je sais de lui, pour tenter de le faire sortir de l'oubli. Car il est bel et bien oublié aujourd'hui. Si la *Bibliographie de l'anarchie* de Max Nettlau (parue en 1897) signale un de ses articles, son nom est simplement évoqué, sans précisions, par Jean Maitron dans son *Mouvement anarchiste en France*. Au début du XX^e siècle, en 1909, on le trouve mentionné dans un ouvrage de Poinsoy et Normandy (deux critiques et écri-

poète symboliste, devenu « social », mais « pour tomber tout de suite dans l'anarchie ». Et ils remarquent que Veidaux est « oublié aujourd'hui, après un assez beau succès d'originalité ». Déjà, en 1909, on ne le lisait plus guère.

Et, pourtant, son nom est régulièrement présent dans la presse anarchiste des années 1890. On le voit dans le supplément littéraire de *la Révolte*, bien sûr, mais aussi dans *la Plume*, revue indépendante de littérature et de critique, très proche de l'anarchisme (il signe un article : « De l'évolution de la philosophie et des lettres vers le socialisme », le 1^{er} mai 1891), dans *la Revue libertaire* (« Le néant de l'art bourgeois », en 1894), dans *le Libertaire* aussi, où il publie un « Dialogue des primitifs », en 1895, et dont il écrit l'*Almanach* pour l'année 1903. On voit que ses préoccupations sont constantes : lui, artiste, veut défendre un art anarchiste, un art anti-autoritaire, et comme il n'attend de personne la réalisation de cet idéal, il sait qu'il lui appartient de mettre en pratique ses idées.

anarchiste, le fait était courant à l'époque. Mais ce qui l'était déjà moins, c'est que ce poète parle d'anarchisme – c'est-à-dire de liberté, de justice, de révolte – dans ses poèmes même. Car si l'on regarde de près les écrits de Pierre Quillard, d'Adolphe Retté, de Laurent Tailhade, ou ceux des nombreux poètes dits « anarchisants », on s'aperçoit que l'anarchie n'est pas un thème qu'ils aiment à développer dans leur œuvre littéraire. La plupart établissent une frontière nette entre, d'un côté, leurs professions de foi anarchistes, dans les journaux et les petites revues, et de l'autre, leurs travaux littéraires, à l'abri des contingences sociales et politiques. Il en va tout autrement avec André Veidaux, comme si pour lui la littérature ne pouvait se séparer de la cause qu'elle doit défendre, qui l'impulse, même. Ainsi, *Véhétement* a pleinement sa place dans la littérature militante anarchiste. Les thèmes des poèmes reflètent les préoccupations sociales de son auteur : le recueil s'ouvre par un hommage aux révoltés, se poursuit par des odes à la solidarité, un éloge de l'amour libre, la

dédié à Adolphe Retté, autre poète qui fut un temps anarchiste – mais qui finit... catholique ! En voici la première strophe, avec sa parenthèse finale sarcastique :

« *La légende, quelle brave fille !*

Et ses mille amants,

Dieux, héros ou drilles,

Mauvais et bons garnements,

Vraiment !

Quelle étrange et drôle de famille !...

Le bon dieu des chrétiens les bénisse !

(S'il existe). »

L'anarchisme que prône André Veidaux est un anarchisme individualiste : le dernier poème du recueil, une « Ballade épigraphique », évoque la liberté dans l'abbaye de Thélème de Rabelais et comporte un très beau néologisme :

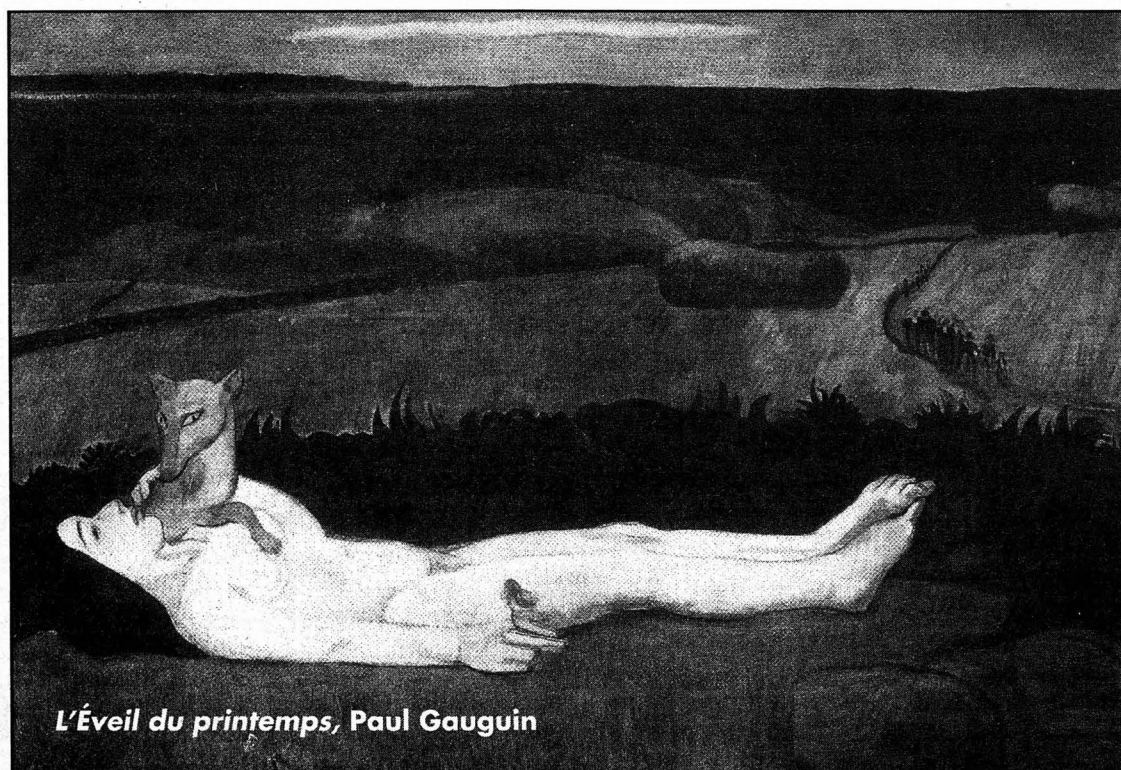
« *Homme, enfin, veuille et t'anarchise !*

Clame, en réciproques contrats,

Ton Autonomie indivise !

Fais ce que voudras ! »

Tout l'ouvrage, fidèle à son titre, est un cri de révolte, un appel à l'insurrection. On ne trouve dans ces poèmes ni didactisme, ni dogmatisme. C'est que l'anarchisme est chez le poète une force (« véhémente »), un élan vital avant tout,



L'Éveil du printemps, Paul Gauguin

QU'IL EST JOLI LE PARIS culturel des valeurs sûres qui font se déplacer les foules, longtemps après la mort des héros cotés en Bourse !

Notre pari est ailleurs, il est ici même : près de soixante auteurs ont composé ce guide touristique sur « les rêves des copains » de l'histoire de Paris, celui qu'on arrondit aux angles des manuels scolaires. Nous avons voulu restituer la beauté des pavés de Paris lorsqu'ils sont dressés en travers des ruelles, les creux qui résonnent sous nos pas de ces violences ensevelies qui ne

demandent qu'à ressurgir et les puissances incantatoires des héros des temps de demain, lorsqu'ils tonnent à pleins poumons qu'ils ne mangent pas de ce pain-là. Sous chaque mur de Paris, les constructeurs ont crevé à la tâche ; combien de fois ses rues ne furent-elles pas re-nommées afin de plaire mieux à ceux qui les arpentent ? Ce Paris révolutionnaire ne recense pas exhaustivement tous les recoins révoltés d'une si ancienne complainte, à toute génération rejouée ; il par-sème au vent mauvais ses suggestions pour les révoltes à venir, pour le réenchâtement

d'une ville habitable, quand ses flagorneurs et spéculateurs rendront gorge. Car Paris n'est jamais si onéreux que là où ses insurgés agonisèrent sous les coups de ses brigadiers enivrés de sang. Son fleuve charrie des monceaux de cadavres d'émeutiers assassinés dans ses eaux, et les doux parcs de la ville recouvrent d'un froid silence communards enterrés vifs et autres révoltés. La ville appartient à

ceux qui la firent, et ceux qui la firent se dressèrent à mains nues, qui dans son atelier de peintre, qui devant son piano, qui avec son cocktail Molotov. Ils venaient de tous les coins du monde, ceux qui figurent ici, figurent pour ceux qui n'y sont pas.

Une encyclopédie n'eût pas suffi à narrer la saga des héros fugitifs qui firent Paris. Ils sont aujourd'hui plus multicolores que jamais et c'est pourquoi notre Paris est celui des métèques, des voyageurs, des flâneurs, comme des prolétaires chantés par Pierre Dupont, des entaillés de tous les âges, des féministes de tous les temps, des opprimés de toutes les oppressions – faut-il les décliner toutes ici ? Ils y sont tous, ce livre est leur livre. Il est le livre illustré des Parisiens célèbres, c'est-à-dire de ses anonymes à foison qui, voisins d'un même immeuble descendaient dans la rue « votre pavé quotidien », c'est le livre des squats et des déménagements à la cloche de bois. C'est le Paris des étrangers dans la ville, comme dans leur vie qui viennent ici humer le passage admiré d'un

esprit fécondant nos colères. La ville appartient à ceux qui l'arpentent, pour un jour ou pour dix ans, qu'importe. Elle respire leur mémoire et leur mémoire n'est jamais si active que lorsqu'elle se matérialise sous la forme d'un hommage : véhicules incendiés, arbres déterrés, chaussées défoncées des combats de leur liberté. Plus de 150 notices évoquent ceux qui firent Paris et le rendent si touristique. Aucun d'eux ne fut un notable de la cour. Ils ont créé l'air que nous respirons désormais avec peine. Ils ont subverti les urbanismes régaliens, les avenues anti-émeutes, ils les ont occupées, ils ont dansé sur les collines prolétaires avant que la ville ne les absorbe, ils ont émerveillé ses toits et ses égouts, ses catacombes et ses lucarnes. Si Paris est un poème, c'est leur poème que nous chantons dans ces pages.

Extrait du dossier de presse Dagorno

Illustré, 400 pages, Prix : 29,75 euros.
Sortie : février 2002, disponible à Publico



Un « tschadri » sur Bobino !

QUI L'EÛT CRU ? QUI L'EÛT DIT ? Moi-même j'ai eu du mal à le croire, il faut donc que je vous le dise ! « Rebelle » comme la plupart des femmes du XXI^e siècle, et chanteuse, j'avais l'occasion de présenter mon tour de chant, féminin et rebelle lui aussi, à Bobino pour le 10 décembre dernier.

Cette salle au nom prestigieux était à moi, pour une soirée de deux heures. Mon producteur l'avait retenue depuis le 14 octobre, et avait reçu le devis de location signé de Mme Isabelle Rahavi pour le récital de Gilles Dreu dont je devais assurer la première partie. Le producteur de Gilles Dreu s'étant désisté pour cette date, le mien maintenant l'option pour mon récital.

Pour être chanteuse je n'en suis pas moins citoyenne du monde et solidaire de mes sœurs de toutes couleurs, de tous pays, de tout continent. Aussi, quoi de plus naturel que de leur envoyer un salut fraternel et une aide en les associant à mon bonheur de chanter la liberté et la paix.

Je décidais du titre de mon spectacle mêlant mes chansons et poèmes à ceux de mes invité(e)s artistes et à la voix de personnalités du monde associatif partageant la même passion de la justice : « Martine Sarri : Deux heures pour les Femmes afghanes » ! Est-ce la peur du mot femme ? Mais qui a peur d'une femme sans droit et en tschadri ? Est-ce la peur du mot afghan ? Mais qui a peur d'un peuple exsangue qui demande de l'aide ?

Toujours est-il que le 16 novembre 2001 dans l'après-midi, lors du dernier entretien avec la secrétaire d'Isabelle Rahavi, directrice de Bobino, la superbe salle qui nous était réservée ne l'était plus après la révélation du titre du spectacle ! Réservée par qui ? Une option fantôme prioritaire avait surgi des cintres et m'empêchait de faire retentir, sur cette scène magique, nos chants et nos mots d'amitiés et de soutien ! Après nos protestations, M. Bouvard en personne a démenti toute censure même déguisée... Si cela était vrai pourquoi la direction de Bobino a-t-elle refusé de nous confirmer cela par un fax ?

Après vérification, le 10 décembre 2001 aucun spectacle n'était programmé à Bobino ! Voilà, je n'y croyais pas, la réalité m'a fait mal.

Martine Sarri
chanteuse

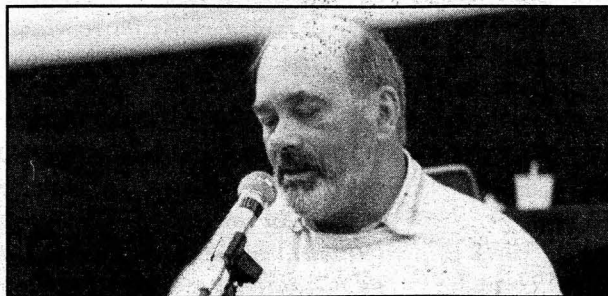
Bonjour au petit Émile !

Lundi 14 janvier, le petit Émile a poussé ses premiers cris. Toute l'équipe du *Monde libertaire* lui souhaite la bienvenue, avec ses 4,300 kg, et félicite sa maman et son papa qui sont aussi des camarades du groupe de La Villette.

Salut Yves...

« Prends donc l'habitude que les choses ordinaires arrivent aussi. »

CETTE PHRASE de Jean Giono, extraite de son roman *le Hussard sur le toit* servira de viatique à la vive émotion que j'éprouve en ce moment en apprenant la mort de notre compagnon Yves Peyraud. D'autres se chargeront mieux que moi de parler de lui ; je l'avais rencontré toute jeune, à vingt ans à peine, il pouvait être mon père, mais dans nos rangs l'âge n'a pas grande signification, si ce n'est pour dater notre existence. Yves, c'était bien sûr la radio, Yves, c'était bien sûr l'espéranto, Yves, c'était une présence oratoire. Ses compagnes de vie, ses enfants se souviendront autrement de lui. Il m'en avait parlé longuement quand il était venu, ici, à Strasbourg, en mai dernier, pour prononcer un petit discours lors du Congrès international contre la peine de mort. Il venait défendre le cas d'un condamné à mort espérantiste avec lequel il correspondait. Il m'avait parlé de ses fils, de ses filles, de ses compagnes, de leur itinéraire dans la vie, de ses recherches généalogiques, de ses souvenirs de gamin au temps de l'épuration après la Seconde Guerre mondiale. Il avait à peine effleuré sa maladie et pourtant devant son assiette, avant le repas, il alignait les fioles, les cachets, les sachets. Il



Émile : « Vive la Sociale ! »

était déjà bien fatigué... Mais au cours des deux soirées que nous avons passées ensemble, il s'était montré intarissable sur sa connaissance du mouvement ; il a évoqué Jean Barrué et l'émotion fut vive quand je lui ai montré une des dernières photos de Jean avec sa compagne Anita, c'était dans une revue allemande disparue aujourd'hui, *Trafik*. Yves Peyraud et Jean Barrué s'étaient rencontrés à Bordeaux où Jean enseignait les mathématiques.

La dernière fois que j'ai entendu la voix d'Yves, il m'annonçait la mort de Julien, un des piliers de Radio libertaire... Je l'avais appelé pour une question tout à fait annexe et que certain(e)s ignorent peut-être : Yves Peyraud, diplômé d'études supérieures, d'abord maître-assistant à la faculté des Sciences de Bordeaux, s'était orienté vers le secteur privé. Consultant auprès d'entreprises privées et publiques, il avait aussi collaboré comme expert aux travaux de l'AFNOR et de l'International Standards Organisation (ISO). Il avait rédigé un livre épuisé dans le commerce : *Gestion rationnelle de la logistique*. Ce livre – qu'il m'a envoyé récemment, dédié – vient tout simplement de me permettre de retrouver un emploi. C'est un ouvrage dans lequel on parle d'organisation du travail et non pas de hiérarchie. Auparavant, Yves avait également rédigé une *Gestion rationnelle de la qualité*. Organisation, qualité, cadre de vie, des notions qui ne laissent pas les anarchistes indifférent(e)s. Je ne saurai pas s'il aura eu le temps de lire la courte lettre que je lui adressais fin décembre pour le remercier. J'ai beau songer ce soir à Épicure, je pleure la disparition d'un être auquel je dois beaucoup.

Martine

Le collectif Contre le publisexisme s'attaque aux Galeries Lafayette !

SAMEDI 9 février, à la suite de nos actions contre les publicités sexistes du café Lavazza dans plusieurs centres commerciaux, le collectif Contre le publisexisme a organisé avec la Meute, et en association avec d'autres associations féministes, une manifestation devant les Galeries Lafayette de Paris. Ce rassemblement demandait l'arrêt de la campagne publicitaire sexiste de ce magasin. Sur une affiche utilisée pour les soldes, Laetitia Casta sourit en brandissant un petit cœur. Ce sourire ne peut effacer les signes de violence qu'elle porte : œil au beurre noir, col de chemise arraché, cheveux ébouriffés... On veut nous faire croire que des clientes se sont arrachées des marchandises à coup de poing. Cette mise en scène de violences entre femmes n'est pas pour nous

un sujet de plaisanterie. Non seulement il est inadmissible d'utiliser cette mise en scène comme un argument commercial, mais surtout l'humour ne peut servir de prétexte pour faire passer un message qui banalise la violence et qui renforce des clichés sexistes.

C'est oublier une réalité bien présente : il y a en France au moins deux millions de femmes victimes d'un mari ou d'un compagnon violent ; combien de femmes aussi sont victimes de viols ou de violences commises par d'autres hommes ? Présenter des femmes de manière dégradante ou les limiter à un rôle d'objet sexuel participe du machisme de notre société, où les victimes des violences entre les sexes sont donc... les femmes. Plus de 200 personnes sont venues participer à ce rassemblement, scandant slogans

et chansons pour interpeller les consommateurs accourus aux derniers soldes. Parmi eux, les têtes en l'air ont pu apercevoir une banderole, accompagnée de fumigènes, déployée sur une façade des Galeries Lafayette. On veut nous vendre l'inutile à coups de matraquage publicitaire et on n'hésite pas à réduire nos corps et nos comportements au rang de marchandises...

Capitalisme, patriarcat, y a du ménage à faire ! Publi(sex)istes, gare à vous, nous vous rendrons les coups !

Le collectif Contre le publisexisme
145, rue Amelot, 75011 Paris
contrelepublisexisme@samizdat.net

Collectif la Meute



École et handicap

LA fédération des travailleurs de l'Éducation de la CNT s'associe pleinement au combat courageux de l'association HanDEIS pour l'intégration des enfants handicapés dans l'enseignement public, notamment à Paris où plusieurs enfants sont rejetés ou délaissés. Les écoles primaires doivent accueillir tous les enfants, ce qui signifie qu'elles doivent en avoir la volonté, à l'exemple de l'école Vitruve, et les moyens en personnel spécialisé.

Que Nadjat Eyraud, responsable d'HanDEIS, soit contrainte de faire la grève de la faim, qu'elle ne soit toujours pas entendue en dit long. Nous saurons faire connaître ce combat qui doit avoir une issue positive.

FTE-CNT

fede-educ@cnt-f.org

Une librairie associative et libertaire à Besançon

DEPUIS le mois d'octobre 2000, le groupe Proudhon de la Fédération anarchiste a ouvert une librairie associative à Besançon au 5, rue Marulaz. Les heures d'ouverture sont pour l'instant limitées aux mardis de 17 à 20 heures et aux samedis de 15 à 19 heures.

Des livres

Dans cette librairie, vous trouverez tout un ensemble d'ouvrages sur l'anarchisme, bien sûr, mais aussi sur l'actualité sociale (OGM, guerre, féminisme, éducation; etc.), l'actualité livresque et la littérature. Nous faisons en sorte de mettre à votre disposition tout ce qui peut constituer une culture populaire et militante, à savoir livres, brochures, journaux, tracts divers, appel à manifestation... Ce sont essentiellement des petits éditeurs ou des éditeurs militants qui nous fournissent les livres à disposition. C'est pour cela que vous ne trouverez pas ce qui existe déjà dans les autres librairies. Nous avons fait le choix de diffuser la culture libertaire.

Des débats

Ce local nous sert aussi de lieu de réunion, de rencontre et d'échanges. Des tables sont installées afin de faciliter les moments conviviaux autour d'un café ou la consultation sur place des ouvrages et journaux. Nous organisons aussi des conférences sur des sujets variés (prisons, guerre en Afghanistan, éducation libertaire, histoire du mouvement ouvrier...), des ren-

contres avec des artistes (la Madeleine Proust, Louis Arti) et des soirées culturelles (lecture de poésies, cabaret, théâtre).

Des projets

Outre les activités déjà nommées, nous avons d'autres projets en cours de réalisation : une bibliothèque, des concerts, etc. Depuis peu, nous avons un site Internet qui permet de commander des livres et de se tenir au courant des activités futures : lautodidacte.org Nous organisons aussi, conjointement avec la librairie Les sandales d'Empédocle, un week-end en hommage à Léo Ferré les 1^{er} et 2 mars.

Durant ce week-end, baptisé « Thank you Léo », un concert aura lieu au petit Kursaal de Besançon, le vendredi 1^{er} mars, à 20 h 30 avec des chanteurs bisontins, Guy Pothier et Michel Buzon, Tristan Léa et Alain Aurenche. Tous interpréteront des textes de Ferré.

Le samedi 2 mars, à 20 h 30, à la librairie L'Autodidacte, nous aurons la chance de rencontrer Mathieu Ferré qui viendra nous présenter son travail autour des éditions La Mémoire et la Mer.

Groupe Proudhon de la Fédération anarchiste

Librairie associative L'Autodidacte

5, rue Marulaz, 25 000 Besançon

Tel/fax : 03 81 82 14 94

Site Internet : lautodidacte.org

Ouverture :

mardi de 17 à 20 heures

et samedi de 15 à 19 heures.

Des logements pour tous !

AUJOURD'HUI, samedi 16 février 2002, une manifestation avait lieu en faveur des expulsés du 81, avenue de la République. S'y trouvait une centaine de personnes (en grande majorité du DAL, deux pour la FA). Ces personnes vivent en effet dans des conditions extrêmement précaires, sous des bâches devant l'immeuble qu'ils occupaient auparavant. Des camarades, de toutes les organisations, s'occupent de leurs apports un soutien logistique et moral. Ils avaient été reçus vendredi par la mairie de Paris qui a répondu qu'elle « allait étudier le dossier pour savoir quelles sont les conditions des familles ». Dossier renvoyé à mardi. La prochaine manifestation est prévue pour jeudi, 18 heures, départ du campement. En attendant, si vous avez la possibilité de venir leur apporter des couvertures, à manger, ou tout simplement votre présence, et cela à n'importe quelle heure du jour et de la nuit, n'hésitez pas !



McDo : victoire des grévistes

LE PROTOCOLE de fin de grève a été signé le vendredi 15 février. Il stipule : la réintégration des cinq salariés licenciés, le paiement de la moitié des 114 jours de grève, des primes, des avancées sur la sécurité, et l'ouverture de négociations sur les salaires. Pour tous les précaires, McDo est KO !

Collectif CGT restauration rapide

À la petite semaine

Peine de mort

LE PHÉNOMÈNE international de compassion obligatoire ayant suivi l'attentat du 11 septembre dernier contre le World Trade Center a fait dire ou écrire à juste titre que les morts américains semblaient avoir plus d'importance que les autres. À titre de comparaison, les victimes tutsies du génocide rwandais – près d'un million – attendent encore, et sans doute pour longtemps, que leur soit réservé pareil festival de lamentations relayé par le petit écran.

Curieusement, dans leur lutte supposée contre la peine de mort dans le monde, les abolitionnistes militants semblent vouloir nous dire la même chose, les condamnés à la peine capitale aux États-Unis présentant apparemment plus d'intérêt que les promis à exécution partout ailleurs sur la planète.

Mille quatre cents personnes ont été mises à mort entre début avril et fin juin 2001 en Chine. Au mois de décembre dernier, les exécutions, présentées désormais comme une sorte de « tradition » de fin d'année, y ont à nou-

veau été massives. Pourtant, ici, nul sachet de faux sang jeté sur les murs de l'ambassade chinoise n'est venu dénoncer cette ignominie. Nul rassemblement régulier, nulle constitution d'un quelconque comité de soutien, nul appel solennel des hautes consciences intellectuelles, pourtant promptes à pétitionner, n'est venu troubler le silence pesant qui entoure ce permanent massacre.

Il apparaît hélas que cette lutte, loin de se centrer sur l'aspect odieux de ce qu'elle dénonce, doit aujourd'hui obéir aux seuls critères idéologiques appauvrissant de l'anticapitalisme, qui vous pose en militant sérieux, conséquent. Nombre de partisans d'extrême-gauche de Mumia Abu Jamal, par exemple, se montrent à l'évidence davantage intéressés par l'agitation anti-américaine que mus par un dégoût profond de la peine de mort. Sinon, pourquoi ce désintérêt total lorsqu'elle pulvérise les records de barbarie loin de Wall Street ?

Floral